

**43^{ème} anniversaire du décès du Président
Houari Boumediène :**
Un programme spécial en préparation

P.24



SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales **times**

N°3168 Mardi 28 Décembre 2021 - Prix: 15 DA - www.seybouseimes.dz

**Nous informons nos
fidèles lecteurs et
lectrices de l'ouverture
d'un site web.**

Veillez le consulter au :
www.seybouseimes.dz

ANNABA / CAISSES SOCIALES :

P.06

**Une journée d'étude réunit les
trois caisses d'assurances CNAS -
CASNOS - CACOBATPH**

**Des mesures exceptionnelles au
profit des employeurs annoncées**



COVID-19



**Une campagne de
vaccination du personnel
de l'éducation à partir du
2 janvier**

P.04

ANNABA / APC



**Adoption du règlement
intérieur et répartition
des fonctions**

P.06



**MOUVEMENT DANS LE CORPS DOUANIER
M.Khadraoui Taher, nommé
nouveau DG régional des
douanes à Annaba**

P.06

Le Président mauritanien entame une visite d'Etat en Algérie

Le président de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a entamé, hier lundi, une visite d'Etat de trois jours en Algérie, et ce, sur invitation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, indique dimanche un

communiqué de la Présidence de la République.

“Sur invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président de la République islamique de Mauritanie, pays frère, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani effectue une visite

d'Etat de trois jours en Algérie, du 27 au 29 décembre 2021”, lit-on dans le communiqué.

“La visite intervient dans le cadre du renforcement des relations bilatérales et du raffermissement de la coopération au mieux des intérêts des deux pays frères”, a conclu la même source.



Algérie-Mauritanie:

Une nouvelle dynamique pour booster la coopération bilatérale

Les relations algéro-mauritaniennes connaissent une nouvelle dynamique visant à élargir les perspectives de coopération bilatérale, et ce, partant d'une forte convergence de positions et de vues et d'une volonté politique commune de renforcer la coopération économique et favoriser le rapprochement entre les deux peuples.

Ce grand intérêt accordé au développement et à l'approfondissement des relations bilatérales s'est manifesté après l'arrivée du président de la République, Abdelmadjid Tebboune et de son homologue mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, au pouvoir dans les deux pays, se traduisant dans l'échange de visites entre les responsables des deux pays. Des visites couronnées par la tenue, novembre dernier à Alger, du Comité bilatéral frontalier algéro-mauritanien, suite à la signature en avril dernier à Nouakchott d'un mémorandum d'entente sur sa création.

Le comité permet le renforcement des opportunités d'investissement, la réalisation des projets de partenariat communs dans les secteurs prioritaires au niveau des zones frontalières communes et la promotion des échanges économiques, commerciaux, culturels et sportifs,



en sus du désenclavement des populations de ces zones frontalières. Il œuvre également à organiser et faciliter la circulation des personnes et des biens, promouvoir la coopération douanière, développer et encourager la coopération décentralisée, sécuriser les frontières communes et lutter contre le crime organisé transfrontalier et la migration clandestine.

La première session du comité dont les travaux avaient été coprésidés par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamal Beldjoud et son homologue mauritanien, Mohamed Salem Ould Merzoug, a donné une nouvelle orientation à la coopération bilatérale et ouvert la voie à des perspectives prometteuses de développement dans

l'intérêt des deux peuples frères.

Parmi les projets promoteurs figurent la réalisation de la route stratégique reliant Tindouf à Zouerate, la création d'une zone franche au niveau de la zone frontalière, l'organisation permanente des manifestations économiques et commerciales à Nouakchott, et l'encouragement des opérateurs économiques algériens et mauritaniens à vendre leurs produits dans les marchés des deux pays.

La première session du Comité bilatéral frontalier algéro-mauritanien a été en outre sanctionnée par plusieurs recommandations, dont “l'intensification de la coordination sécuritaire sur les frontières communes à travers la création d'une commission sécuritaire commune regroupant les services de sécurité des deux pays” et “la facilitation

de l'intégration économique à la lumière d'une vision globale de développement à même de servir la sécurité et la stabilité des deux pays”.

M.Beldjoud avait réaffirmé la détermination de l'Algérie à œuvrer aux côtés de la Mauritanie à la concrétisation de ces recommandations sur le terrain, conformément aux orientations des dirigeants des deux pays, qui attachent la plus haute importance au développement et à la sécurisation de la région frontalière commune.

L'un des principaux fournisseurs de la Mauritanie, l'Algérie a conforté sa position dans ce domaine, la valeur de ses exportations vers ce pays voisin ayant augmenté de 205% au cours du premier trimestre de 2021, par rapport à la même période en 2020, selon les données de la Direction générale des Douanes.

En effet, entre janvier et mars 2021, 111 opérations d'exportation vers la Mauritanie ont été réalisées via le poste frontalier terrestre “Chahid Mustapha Ben Boulaïd” dans la wilaya de Tindouf, ce qui représente une augmentation de plus de 113% du nombre d'opérations d'exportation via ce point de passage, par rapport au premier trimestre de 2020.

La plateforme logistique de Tindouf, inaugurée en 2019, contribue grandement au développement des échanges entre les deux pays,

soutenant ainsi le programme du gouvernement pour le renforcement des relations commerciales avec la Mauritanie, ainsi qu'avec les pays d'Afrique de l'ouest.

Les produits nationaux exportés vers la Mauritanie sont constitués essentiellement de produits agro-alimentaires et de produits industriels comme les matières plastiques, le ciment, les produits d'emballage et les produits d'hygiène.

En attendant la construction de la route reliant Tindouf et Zouerate, qui permettra de booster significativement les échanges bilatéraux, le poste frontalier “Chahid Mustapha Ben Boulaïd” revêt une grande importance pour l'exportation des produits algériens vers la Mauritanie.

Le recours au transport par avions-cargos d'Air Algérie a connu une augmentation notable au cours de l'année 2020, puisque plus de 12 vols ont assuré l'exportation de produits agricoles algériens vers la Mauritanie. Par ailleurs, dans le cadre du renforcement des relations avec le peuple mauritanien, l'Algérie a envoyé, en janvier 2021, deux missions médicales à Nouakchott pour soutenir et aider ce pays frère, suite à la propagation de la pandémie de Covid-19, donnant lieu à la mise en place d'une feuille de route pour la concrétisation de la coopération bilatérale dans le domaine de la santé.

Le Premier ministre reçoit le DG de l'ALECSO

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a reçu dimanche au Palais du Gouvernement, le Directeur général de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO), Mohamed Ould Amar, en visite en Algérie dans le cadre de sa participation à la 18e Conférence des ministres arabes de l'Enseignement

supérieur et de la Recherche scientifique (26-28 décembre), indique un communiqué des services du Premier ministre.

Les entretiens ont permis aux deux parties de passer en revue “l'état et les perspectives des relations de coopération entre l'Algérie et l'ALECSO, notamment dans le domaine du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et les

initiatives y afférentes inscrites à l'ordre du jour des travaux de la conférence, ainsi que le rôle des universités et des établissements d'enseignement comme vecteurs du développement socio-économique”, a précisé la même source.

La rencontre s'est tenue en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane.



SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Direction, rédaction et administration :
46, rue Emir Abdelkader - Annaba

Directeur général :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EUURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustration
adressés ou remis
à la rédaction ne seront
pas rendus et ne feront
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

Des experts appellent à hisser le taux de financement de la recherche scientifique à l'échelle arabe

Les experts participant à la 18e conférence des ministres arabes chargés de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ont plaidé, dimanche à Alger, pour "l'augmentation des taux de financement de la recherche scientifique à l'échelle arabe", mettant en avant l'impératif de consolider la coopération arabe en matière de projets de recherche communs.

Présentant le document de l'ALECSO, l'expert Abdelmadjid Benamara a souligné la nécessité de "s'atteler à élever le taux de financement de la recherche scientifique dans le monde arabe", face au financement actuel jugé "timide", car ne dépassant pas 1% du PIB de chacun des Etats arabes.

Il faudra, a-t-il expliqué,



"impliquer le secteur privé dans le financement de la recherche scientifique et ne pas compter uniquement sur le financement gouvernemental, aujourd'hui insuffisant à l'ombre des dernières évolutions motivées

par les technologies de pointe et l'apparition de nouvelles spécialités à l'instar de l'intelligence artificielle".

De son côté, Dr. Ahmed Ibrahim, représentant de la délégation émiratie, a relevé les défis

auxquels fait face la recherche scientifique dans le monde arabe, citant notamment le manque de sources de financement et le faible volume de coopération arabe, d'où la nécessité, pour lui, d'évaluer les politiques mises en place et adopter les expériences ayant fait leur preuve au niveau international, à l'ère de l'économie du Savoir qui repose sur l'investissement dans la science et les idées innovantes. L'expert soudanais Seddik Bouchra Abou El-Fadl a, pour sa part, plaidé pour "la création d'un fonds pour le financement de la recherche scientifique au niveau du monde arabe" et "le renforcement de la coopération interarabe à travers des projets de recherche conjoints et l'échange d'expertise entre les chercheurs arabes.

De son côté, le directeur du Département des Technologies de l'information et de la communication (TIC), le ministre délégué auprès de la Ligue arabe, Mohamed El-Djemni, a appelé les Etats arabes à conjuguer leurs efforts pour affecter les fonds nécessaires à la recherche scientifique dans le monde arabe pour réaliser le développement durable.

Placée sous le thème "l'enseignement supérieur et la recherche scientifique dans le monde arabe à l'horizon 2030: vision et orientations", la 18e Conférence des ministres arabes de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique se poursuivra trois jours durant au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal.

L'élaboration des politiques publiques, une mission sociétale commune

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a affirmé lundi à Alger que l'élaboration des politiques publiques était une mission sociétale commune regroupant plusieurs acteurs, ajoutant que les systèmes démocratiques contemporains associent tous les acteurs à la conception de leurs politiques publiques.

S'exprimant lors d'une Journée d'études organisée au Centre international des Conférences (CIC), Abdellatif Rehal sur "Le rôle de l'exercice du contrôle parlementaire dans l'ingénierie des politiques publiques: cas

de la déclaration de politique générale", M. Bouaghal a fait savoir que "l'élaboration de la politique publique est une mission sociétale associant plusieurs acteurs. Les systèmes démocratiques contemporains associent tous les acteurs à la conception de leurs politiques publiques pour qu'ils participent à leur évaluation et à leur contrôle".

"Le succès de chaque politique publique est tributaire de la capacité d'impliquer tous les acteurs, non seulement à la mise en œuvre mais bien avant, à savoir la planification et le suivi", a-t-il expliqué.



Et de préciser que "la conception de la politique publique passe par la définition et l'analyse des problèmes en vue de mettre en place des mécanismes

d'évaluation tout en mettant en évidence les aspects de succès ou d'échec, et c'est ce qu'on appelle le cycle classique de la politique publique", indique le

président de la chambre basse du parlement.

A cette occasion M. Boughali a rappelé que "l'Algérie sous la conduite du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a opté pour l'identification des problèmes via la définition des zones d'ombre à travers tout le territoire national. Il est impossible d'élaborer une politique publique ou une stratégie de politique publique sans exactitude en matière de définition et de constat afin de mesurer la gestion des programmes tracés pour résoudre ces problèmes".

CONTRÔLE PARLEMENTAIRE SUR LA POLITIQUE PUBLIQUE:

Primauté de l'intérêt suprême du pays

La ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, a estimé lundi à Alger que l'exercice du contrôle parlementaire sur la politique publique se veut un indice de l'indépendance des pouvoirs législatif et exécutif, et une preuve de la primauté de l'intérêt suprême du pays.

S'exprimant lors d'une Journée d'études organisée au Centre international des Conférences (CIC), Abdellatif Rehal sur "Le rôle de l'exercice du contrôle parlementaire dans l'ingénierie des politiques publiques: cas de la déclaration de politique générale", Mme Azouar a



fait savoir que cette journée d'étude "s'inscrit dans le cadre d'une démarche visant à présenter des approches scientifiques et juridiques concernant un des mécanismes de contrôle parlementaire sur les actions du Gouvernement à travers

la présentation, devant le Parlement, de la Déclaration de politique générale du Gouvernement".

"La présentation de cette déclaration devant les députés conforte le pouvoir législatif et renforce la crédibilité du pouvoir exécutif, d'où

une bonne édification démocratique de l'Etat", a-t-elle soutenu, ajoutant que "cela traduit l'indépendance des deux pouvoirs ainsi que la primauté de l'intérêt suprême de l'Etat".

Et d'enchaîner que "ce nouveau mécanisme de contrôle incite le gouvernement à assumer sa responsabilité en rattrapant son plan d'action conformément aux orientations et aux réserves exprimées par les députés", selon la ministre qui a rappelé que "la nouvelle Constitution a contraint le Gouvernement à présenter annuellement, devant le Parlement, une déclaration de sa politique

générale ce qui l'encourage à œuvrer, sans relâche, à la réalisation de son plan en vue d'obtenir la confiance du parlement et de l'opinion publique et de poursuivre, ainsi, ses missions".

Par ailleurs, Mme Azouar a émis le vœu de voir "ces travaux couronnés par une vision claire sur cet important principe qui confirme la volonté de notre Etat de concrétiser des expériences démocratiques susceptibles de contribuer à une conception saine de l'Etat de droit, l'Algérie nouvelle qui doit être encadrée par une réflexion démocratique ouverte à toutes les expériences".

Covid-19 : Une campagne de vaccination du personnel de l'éducation à partir du 2 janvier

Une troisième campagne de vaccination contre la Covid-19 est prévue en faveur du personnel de l'éducation, à partir du 2 janvier prochain parallèlement au retour des élèves aux bancs après les vacances d'hiver, a annoncé dimanche le ministère de l'Éducation nationale.

Selon la même source, il a été décidé en coordination avec le ministère de la Santé "l'organisation d'une troisième campagne de vaccination, du 2 au 13 janvier 2022".

Le ministère de l'Éducation a insisté, dans son document, sur "la nécessité de coordonner avec les directeurs de santé des wilayas pour prévoir les meilleurs moyens de rapprocher les équipes médicales du personnel de l'Éducation", soulignant que "les

bilans de la deuxième campagne ont démontré que les taux de vaccination les plus élevés ont été recensés dans les régions où les équipes médicales s'étaient déplacées aux établissements d'éducation".

Dans ce sillage, le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed a mis en avant, lors des travaux de la conférence nationale regroupant les directeurs de l'éducation et des directeurs de l'administration centrale, tenue en visioconférence, "la nécessité d'établir une coordination avec les directeurs des établissements éducatifs pour la mise en place d'une stratégie collective en vue de réguler cette opération, donnant, dans ce sens, des orientations pour encourager les établissements qui atteignent les



taux de vaccination du personnel les plus hauts", a ajouté le communiqué.

A cette occasion, M. Belabed a mis l'accent sur "la bonne préparation du retour des élèves aux classes au titre du deuxième trimestre", appelant à "la prise en charge des préoccupations soulevées dans l'objectif de garantir la sécurité sanitaire des élèves et des fonctionnaires du secteur".

Le premier responsable du secteur a rappelé "l'ouverture du

recrutement direct sur diplôme, ou bien à travers le transfert et le détachement des praticiens spécialisés dans la médecine du travail en sus des infirmiers de santé publique", faisant état d'un concours professionnel qui prévu pour la promotion au poste enseignant principal et enseignant formateur. Le ministre donné des instructions, dans ce cadre, à l'effet de garantir le bon déroulement et la transparence de ce concours". S'agissant des examens

nationaux, M. Belabed a fait savoir que le dernier délai d'inscription était le 23 décembre courant, ordonnant les directeurs d'éducation à "élaborer les listes des candidats et de vérifier des informations contenues sur les formulaires d'inscription pour traiter les erreurs pendant la période de révision des listes".

Pour ce qui est du partenaire social, le ministre a souligné l'impératif "d'élaborer un bilan de toutes les préoccupations prises en charge dans le cadre de la valorisation des efforts consentis sur le terrain".

Le ministre de l'Éducation, Abdelhakim Belabed a révélé aussi "la tenue prochainement des conférences régionales sur la préparation de la prochaine rentrée scolaire et le traitement des préoccupations du secteur".

Variant Omicron : 02 nouveaux cas détectés en Algérie

Alors que le variant delta de la Covid-19 s'amplifie, l'Omicron s'entête à s'inviter en Algérie.

Ainsi, l'Institut Pasteur-Algérie (IPA) a annoncé, dimanche la détection de 02 cas supplémentaires du variant Omicron.

Dans son communiqué, l'IPA a fait savoir que deux ressortissants algériens, venus de France et du Royaume-Uni, ont été testés positifs au nouveau virus, qui fait fureur par ailleurs en Europe. Ce qui porte à quatre le nombre de cas confirmés jusqu'ici en Algérie, souligne la même source.

De son côté, le ministère de la Santé a décliné, ce même jour, un bilan faisant état de 261 nouveaux cas confirmés de Covid-19 et 09 décès, enregistrés lors des



dernières 24 heures.

Coronavirus : 261 nouveaux cas, 196 guérisons et 9 décès ces dernières 24h en Algérie

Deux cent soixante et un (261) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 196 guérisons et 9 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique dimanche le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 216.637, celui des décès à 6.238 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 148.985 cas.

Par ailleurs, 38 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 25 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 15 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis



que 8 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

Création d'une plateforme numérique pour protéger les droits des enfants

La Déléguée nationale pour la protection et la promotion de l'enfance, Meriem Cherfi, a souligné, dimanche à Alger, l'importance de créer une nouvelle plateforme numérique dans le domaine de la protection de l'enfance et de la promotion de ses droits.

Mme Cherfi, qui préside également l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance (ONPPE), a expliqué lors du colloque national sur "Le rôle de la société civile dans la protection de l'enfant et la promotion de ses droits" à

l'occasion du 29e anniversaire de la ratification par l'Algérie de la Convention internationale des droits de l'enfant le 19 décembre 1992, que la création de ce nouveau mécanisme, avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en Algérie, vise à "atteindre l'intérêt suprême de l'enfant et consolider le partenariat avec la société civile, afin d'assurer la protection des enfants et la promotion de leurs droits".

A travers cette plateforme numérique, un nouveau mécanisme a été également

mis en place pour signaler toute violation des droits de l'enfant, qui s'ajoute aux autres mécanismes, notamment le numéro gratuit 11-11, qui permet à l'ONPPE de recevoir entre 5 000 et 10 000 appels téléphoniques par jour, relatifs aux préoccupations des citoyens concernant les droits de l'enfant. La même oratrice a souligné que la promotion des droits de l'enfant fait partie des "principaux objectifs" contenus dans le programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le processus de

"la construction de la nouvelle Algérie et la consécration de l'intérêt suprême de l'enfant". Elle a rappelé que la nouvelle constitution "a renforcé le rôle de la société civile pour participer à la gestion des affaires publiques, ce qui a conduit à la création de l'Observatoire national de la société civile en tant qu'organe consultatif auprès du président de la République".

Pour sa part, le représentant du Bureau de l'UNICEF en Algérie, Isselmou Boukhari, a salué les réalisations de l'Algérie dans le domaine des droits de l'enfant,



rappelant l'importance de la mise en place de l'ONPPE, qui travaille en partenariat avec tous les acteurs dans la société civile pour réaliser l'intérêt suprême de l'enfant.

Les porteurs de projets appelés à breveter leurs innovations

Le ministre de l'Industrie Ahmed Zeghdar a appelé, mardi à Alger, les porteurs de projets en Algérie à breveter leurs innovations, afin de protéger leurs idées.

M. Zeghdar s'exprimait lors de sa visite des stands du 2ème Salon de l'innovation dans le secteur de la formation professionnelle accompagné d'autres ministres, sous la conduite du premier responsable du département de l'Enseignement et de la Formation professionnels, Yacine Merabi.

Le ministre de l'Industrie a insisté sur la "nécessité" d'accompagner les porteurs de projets à concrétiser leurs innovations exposées dans ce salon, pour peu qu'ils apportent "une valeur ajoutée".

Il a relevé l'"importance" de certains projets pour le développement de différents secteurs industriels, notamment



celui des textiles.

Dans ce cadre, il a souligné l'apport des projets d'impression sur différents supports, utilisant la technologie de contrôle numérique par ordinateur (CNC), dans l'augmentation de l'intégration nationale au niveau des groupes industriels dans le secteur des textiles, à l'instar de Getex.

Le ministre de l'Industrie a appelé, en outre, les porteurs de projets à penser à la maintenance tout autant qu'à fabriquer des produits, cela dans le but de régler certains problèmes dont souffrent des secteurs tels que celui de l'habitat qui pourrait être intéressé par des projets d'ascenseurs et de monte-charges présentés lors de ce salon.

De son côté, le ministre de l'Energie et des Mines Mohamed Arkab, a appelé, en découvrant un projet de détecteur de gaz intelligent, les porteurs de projets à "bien mûrir" leur idées afin qu'elles puissent être "fonctionnelles" et qu'on puisse les concrétiser, en prenant en compte "tous les paramètres qui entourent leurs innovations".

M. Arkab, a souligné, au cours de la visite d'un stand exposant un projet de portail automatisé, l'"impérative" d'inclure la notion d'efficacité énergétique dans la réalisation des projets, en faisant en sorte que les mécanismes, appareils et autres solutions soient "peu énergivores", ce qui assurera une économie d'argent pour les utilisateurs.

Dans le domaine de l'efficacité énergétique, le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Benattou Ziane, a salué les développeurs

d'un poteau d'éclairage public alimenté par un panneau photovoltaïque équipé d'un suiveur solaire et d'une batterie d'une autonomie suffisante pour tenir toute une nuit

Répondant à une question concernant la capacité de l'Algérie à répondre à la demande en termes de panneaux photovoltaïques en optant pour un éclairage public alimenté par l'énergie solaire, M. Ziane a indiqué que la capacité actuelle en termes de cellules photovoltaïques, qu'il a estimé à 400 MW, est "suffisante" pour couvrir la demande nationale.

Il a assuré, en outre, qu'il est possible d'augmenter cette capacité grâce à l'implication des opérateurs publics et privés implantés dans différentes régions du pays qui fabriquent ces cellules.

industrie :

Des autorisations d'exploitation pour des projets d'investissement

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar a fait état dimanche à Alger d'autorisations exceptionnelles d'exploitation accordées à des projets d'investissement réalisés et non entrés en exploitation, indique un communiqué du ministère.

Le ministre s'exprimait lors d'une réunion avec les membres de la Commission nationale chargée du suivi des projets d'investissement en suspens, à laquelle ont pris part, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi et le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhafidh Henni, lit-on dans le communiqué.

Intervenant en poursuite des efforts de régularisation des projets d'investissement réalisés et non entrés en exploitation, la réunion vise à faire un état des lieux des résultats réalisés durant les deux derniers mois et de mettre en place un programme pour la prochaine période à l'effet de lever les obstacles sur les projets d'investissement en suspens et restants avant la fin de l'année en cours, en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ajoute le ministère.

Il s'agit essentiellement, selon le communiqué, d'adapter les dispositions légales en lien avec les règles d'urbanisme et des

conditions de reclassement des terres agricoles sur lesquelles ont été réalisés des projets d'investissement.

A ce propos, M. Zeghdar a relevé "l'entame de l'octroi d'autorisations exceptionnelles d'exploitation au profit de projets ayant été réalisés, à travers leur examen cas par cas par des commissions locales de wilaya qui regroupant le différents secteurs concernés".

Le ministre a également annoncé, selon la même source, "la formation d'une équipe de travail en vue d'effectuer des visites sur le terrain auprès des investisseurs concernés par ces obstacles à l'effet de s'assurer de la levée de toutes les entraves, tout en les accompagnant dans la mise en exploitation de leurs projets".

Dans ce sillage, le ministre a révélé le bilan d'action de cette commission composée des SG de plusieurs ministères (l'Industrie, l'Intérieur, les Finances, l'Agriculture, l'Energie, les Ressources en eau et le Tourisme) après deux mois de son installation, pour lever les obstacles sur 402 projets d'investissement.

D'après les chiffres du ministère, 83 projets d'investissement ont été libérés des contraintes bureaucratiques, outre 95 autres en cours de traitement.

Le nombre de projets nécessitant la prise de mesures spécifiques



pour lever les contraintes s'élève à 235 projets dont 76 ayant des problèmes en termes d'attestations de conformité et de permis de construction (ministère de l'Habitat) et 75 cas relatifs à la réalisation des investissements sur des terres agricoles (ministère de l'Agriculture).

M. Zeghdar a insisté, dans ce cadre, sur "la nécessité de proposer des solutions susceptibles de lever les contraintes entravant l'entrée en exploitation de ces projets avant de les soumettre au Premier ministre puis les mettre en œuvre avant la fin de l'année à travers

l'octroi des permis exceptionnels dans le cadre d'une action interministérielle en coordination avec la commission nationale, les commissions locales et le médiateur de la République.

Pour sa part, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a annoncé la promulgation d'un décret exécutif portant "régularisation de la situation des investissements réalisés pour qu'ils entrent en service leur accordant le temps nécessaire pour les mettre en conformité avec la loi en vigueur relative

aux permis et attestation de construction".

Mettant en avant, de son côté, le principe de "la protection des terres agricoles en général tenant compte de certains choix économiques, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a affirmé que son secteur s'emploie pour la levée des réserves sur quelques projets réalisés sur des terrains agricoles notamment relatifs aux industries manufacturières et agroalimentaires".

AnnABA / MOuVeMent DANs le COrPS DOuAnier

M.Khadraoui Taher, nommé nouveau DG régional des douanes à Annaba

Sihem ferdjallah
Le chef de cabinet de la Direction générale des douanes a procédé, hier lundi, à l'installation de monsieur Khadraoui Taher dans ses fonctions de directeur régional des douanes. Etaient présents à cette cérémonie d'installation, tenue au siège de la wilaya, le wali, Berrimi Djamel Eddine, le nouveau P/APW, ainsi que l'ensemble

des cadres dirigeants de cette institution, indique la même source.

À cette occasion, le nouveau Directeur régional des douanes d'Annaba, KHADRAOUI a remercié les autorités et a rappelé le travail accompli en matière de modernisation de l'institution à travers les mesures de facilitations des procédures douanières d'une part, et les efforts qu'elle déploie pour une

meilleure couverture de l'espace douanier national en vue d'assurer une protection efficace de l'économie nationale.

Le nouveau directeur régional compte poursuivre sa mission dans la voie de la modernisation et le parachèvement des projets engagés dans ce domaine, visant à faire de l'administration douanière un outil au service du développement de l'économie nationale.



AnnABA / CAISSeS SOCiAlES

La journée d'étude tenue, hier, a réuni les trois caisses d'assurances CNAS – CASNOS - CACOBATPH Des mesures exceptionnelles au profit des employeurs annoncées

Imen.Boulmaiz
Organisée à l'initiative de la CNAS, agence d'Annaba, en collaboration avec d'autres caisses régionales telles que la CASNOS et la CACOBATPH, une journée d'étude a réuni, hier, les trois caisses d'assurances, au siège de la wilaya en présence du wali d'Annaba et le P/APW, à l'intention des employeurs. Au menu figuraient plusieurs communications qui ont porté sur les actions pour accompagner les employeurs, durement affectés par la crise sanitaire qui a duré pratiquement près de deux années, afin de leur permettre de garder en activité leurs



entreprises, maintenir les employés et payer les cotisations aux services de la sécurité sociale.

En effet, concernant le paiement des engagements financiers auprès des caisses de la sécurité sociale, dans

les délais impartis et pour mieux expliciter ces mesures exceptionnelles relatives à l'annulation des pénalités et des majorations de retard des cotisations sociales et au rééchelonnement de leurs dettes, les responsables

concernés ont développé et commenté ces mesures exceptionnelles approuvées par l'Etat annoncées en vue de réoctroyer les privilèges établis dans le cadre des mesures incitatives de promotion et de soutien à l'emploi. Selon

les intervenants, afin de bénéficier de ces mesures, il faudra procéder au versement des cotisations en cours puis soumettre la présentation d'une demande d'échelonnement des précédentes cotisations par le redevable.



AnnABA / APC- PreMiÈre AgO

Adoption du règlement intérieur et répartition des fonctions Le nouveau P/APC Chouchene insiste sur l'accomplissement des missions

Tayeb Zgaoula
Les nouveaux locataires de l'assemblée populaire communale d'Annaba ont tenu, hier lundi matin, leur première assemblée ordinaire, sous la présidence du P/APC Chouchene Youcef. A l'ordre du jour de ce conclave figure deux principaux points. A savoir l'adoption du règlement intérieur qui a été approuvé

d'ailleurs à l'unanimité par l'assistance et l'autre point consiste à la répartition des tâches à la tête des 5 secteurs de la commune ainsi que les 6 présidents des commissions et sous commissions. Dans sa longue intervention le nouveau maire Chouchene Youcef, qui se projette sur le nouveau programme de développement local avec cette nouvelle composante



de jeunes locataires issus en majorité du parti du mouvement Salem (MSP) et El Moustaqabel et d'autres partis qui devront travaillé

loin de tout clivage pour éviter le dysfonctionnement dans la bonne gestion de la commune et mettre plutôt leur compétence à l'épreuve sur le terrain pour répondre aux aspirations des citoyens de cette commune " vos missions ne seront pas faciles, il faudrait conjuguer vos efforts car vos missions ne se réduisent pas à de simples opérations. Aller vers les citoyens, les écouter

et la communication sont des principes fondamentaux pour l'amélioration urbaine et l'urbanisme" a-t-il encore précisé. Enfin, les élus ont voté lors de cette assemblée une enveloppe financière de 12,5 millions DA sur le BS 2021 et un autre montant de 800 millions cts destiné à la réalisation d'un stade de proximité au niveau de la plaine Ouest.

AnnABA / Prévention contre le coronavirus Désinfection des maisons de retraite d'Annaba



Sarah Yahia

Une vaste campagne de nettoyage et de désinfection au niveau des maisons de retraite d'Annaba a été lancée par les éléments de l'APC dans le cadre des mesures préventives de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19) et de ses variants.

D'importants moyens humains et logistiques ont été mobilisés, à cet effet, pour assurer le bon déroulement de cette initiative de grande envergure. Signalons que les produits désinfectants et détergents utilisés sont compatibles à l'environnement. L'opération a été bien accueillie par les personnes âgées qui se sont sentis bien rassurés et satisfaits de cette démarche, étant donné que ces espaces de repos ont véritablement besoin

d'attention pour alléger leur solitude. Des opérations similaires sont prévues pour désinfecter la quasi-totalité de plusieurs centres et espaces publics de la commune. Tout en remerciant l'ensemble des parties mobilisées dans cet élan de protection de la santé publique, les mêmes éléments ont rappelé, à cette occasion, la nécessité de respecter les mesures préventives annoncées par les instances sanitaires.

Bien que le port du masque et la distanciation sociale soient aujourd'hui la meilleure arme pour se protéger du coronavirus, les opérations de désinfection et de stérilisation font désormais partie intégrante dans la vie quotidienne des citoyens. Des mesures relancées, ces derniers jours, en raison, de la propagation de la pandémie Covid-19 et des éventuels risques de propagation du variant Omicron.

AnnABA / Chetaibi Les exclus de la liste des 113 logements sociaux protestent devant l'APC



Sarah Yahia

Le logement continu de susciter des mécontentements à Annaba se traduisant souvent par des mouvements de protestation ou sit-in devant des institutions étatiques. En effet, dans un mouvement de colère, les demandeurs de logements sociaux exclus du quota des 113 logements de Chetaibi, dont la liste a été affichée, jeudi dernier, ont organisé un sit-in devant le siège de l'APC revendiquant l'intervention des autorités locales et contestant leur exclusion, qu'ils qualifient de subjectivisme et arbitraires, estimant qu'ils y ont droit. Les contestataires ont affirmé avoir déposé leurs dossiers

de logements sociaux depuis des années et que la plupart d'entre eux vivent dans des habitations précaires. La précarité et les conditions de vie ont fini par avoir raison de leur patience, notamment après la dernière opération d'affichage de la liste des futurs bénéficiaires. « Nous ne comprenons pas les raisons qui ont motivé notre exclusion, alors que nous avons droit à l'accès à un logement social », s'exprime un des plaignants. Les contestataires qui disent en avoir ras-le-bol, réclament l'intervention du wali en vue de se pencher sur leurs doléances. Ils sollicitent la compréhension des autorités locales concernées afin d'intercéder auprès de qui de droit pour trouver une solution à leur revendication.

AnnABA / Dégradation du cadre de vie Les habitants de la localité "Tacha" s'estiment marginalisés



LB

Les habitants de la localité "Tacha" relevant de la commune de Berrahal, ont fait état de leur exaspération à cause de la dégradation de leur cadre de vie. Ces derniers souffrent d'une dégradation significative de leur cadre socioculturel, marqué par une absence de commodités indispensables à leur quotidien et d'un programme de développement urbain. Cette dégradation a trait au défaut récurrent d'éclairage public, l'entassement et la présence des déchets ménagers et des immondices répandues un peu partout qui jonchent à même le sol à proximité de leurs cités, de l'état défectueux des chaussées et des trottoirs ainsi que des fuites des eaux usées dues à la détérioration des canaux, engendrant des émanations d'odeurs

nauséabondes. Les habitants de Tacha ont signalé également le manque de moyens sanitaires au niveau de la polyclinique de proximité pénalisant les habitants de cette région.

En matière d'éclairage public, les habitants n'ont cessé d'attirer l'attention des services techniques concernés, et leur signaler à maintes reprises toutes ces défaillances, mais en vain. En effet, plusieurs quartiers sont dans le noir au grand bonheur des voyous et des délinquants qui s'adonnent à des agressions et vols nocturnes des maisons. Ce qui a amené les habitants à étaler leur ras-le-bol. Ils exigent une intervention urgente des autorités locales afin de se pencher sur leurs préoccupations et de trouver une solution à leur calvaire dans les meilleurs délais.

AnnABA / gendarmerie nationale Lancement d'une campagne de sensibilisation au profit des usagers de la route

Sarah Yahia

Sous le slogan : « Avec le respect du code de la route vous vous protégez et vous protégez vos proches ». Une campagne de sensibilisation sur la sécurité routière a été initiée par le Groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Annaba au niveau de la route nationale N°44 au profit des transporteurs de voyageurs et de marchandises, et autres usagers de la route

Cette initiative a pour but de sensibiliser les usagers de la route sur la gravité des accidents de la route et les dégâts humains, matériels qui en résultent, particulièrement durant la saison hivernale. Elle est sensée également dissuader les jeunes automobilistes quant à la conduite dangereuse, particulièrement les excès de vitesse et du non-respect de la distance de sécurité ainsi que des dépassements dangereux.



Cette campagne porte également sur la nécessité de prendre du repos avant de se lancer dans la conduite, la réduction de la vitesse, la programmation d'une pause au bout de deux heures de conduite et surtout l'arrêt de la conduite à la moindre sensation de sommeil ou de fatigue. Des dépliants sur les règles de bonne conduite et les conséquences de l'excès de vitesse, des manœuvres dangereuses et du non-respect de la distance de sécurité sont distribués pendant cette campagne de sensibilisation.

guelMA / COMMéMOrAtiOn

En présence de madame Labiba Ouinez, wali de Guelma : Tenue du douzième colloque consacré au 43^{ème} anniversaire de la disparition de l'ancien président Houari Boumediene

Douakha.Z

La commune "Houari Boumediene" qui se situe à 20 km du chef-lieu de la ville de Guelma, considérée comme le village natal du deuxième président de l'Algérie Houari Boumediene de son vrai nom Mohamed Boukherouba, et baptisée à son nom, a abrité le 12^{ème} colloque de la commémoration du 43^{ème} anniversaire de la disparition de l'ancien président.

En effet, au niveau de la mechta de Beni Adi à la région de Arrara, les autorités locales conduites par madame la wali Labiba Ouinez, en présence d'une importante délégation ministérielle composée des ministres des Moudjahidine et des ayants-droits Laïd Rebigua, de l'habitat et de l'urbanisme Mohammed Tarek Benlarbi, de l'éducation nationale



Abdlhakim Belabed, et du travail Youcef Cherfa, de Nazih Berramdane, conseiller auprès du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, une gerbe de fleurs a été déposée au niveau du maqam echahid avec la levée de l'emblème national, et la récitation de la Fatiha du Saint Coran à la mémoire du président Houari

Boumediene. La délégation s'est rendue ensuite à la salle omnisport "Moudjahid Berkani Moussa" à la commune de Houari Boumediene, où après son allocution, Madame la wali a donné officiellement le coup d'envoi du 12^{ème} colloque national de consacré au 43^{ème} anniversaire de la mort de feu Houari Boumediene, une manifestation organisée



annuellement. La cérémonie a vu l'intervention du ministre des Moudjahidine et des ayants-droits Laïd Rebigua, qui a évoqué le parcours héroïque du défunt durant la révolution et après l'indépendance pour mettre l'Algérie sur la voie du développement... L'Algérie a perdu un Homme fidèle à sa patrie, dira-t-il. D'autres interventions très enrichissantes ont été

faites respectivement par l'enseignant Ali Draa, le directeur de l'institut national des études de stratégies globales Abdlaziz Medjahed, Mohammed Bouazaraa enseignant et conférencier, le colloque s'est achevé par une déclaration de clôture faite par le président de l'association "la concorde pour la promotion des activités des jeunes", Mokhtar Berchaoui.

AnnABA / CriMinAlité

Démantèlement d'un réseau de cambrioleurs d'appartements à "El Chatt"

Imen.Boulmaiz

Exploitant minutieusement les informations qui lui sont parvenues, faisant état de l'existence d'un réseau de cambrioleurs activant dans la localité d'El Chatt, les éléments de la sureté urbaine ont récemment mis hors d'état de nuire une bande de malfaiteurs, composée de

cinq membres, âgés entre 24 et 36 ans, issues de la wilaya d'Annaba et de la localité "El Chatt" spécialisée dans le cambriolage des appartements. Les investigations entreprises par les éléments de la sureté urbaine ont abouti à l'interpellation des auteurs présumés au niveau de ces régions, lesquels ont été arrêtés. Cette intervention a



permis de mettre fin à l'activité de cette bande de malfaiteurs qui semait la terreur parmi les habitants dans la commune d'El Chatt. Il a été ajouté que les objets dérobés, notamment des meubles de luxe, des articles électroménagers ainsi que d'autres appareils électriques ont été finalement récupérés et restitués à leur propriétaires.

AnnABA / PrODuitS lAitierS

Tension persistante sur le lait en sachet ...et les packs de lait disparus des étals des commerces

Imen.Boulmaiz

Décidément, la crise du lait en sachet n'est pas prête à connaître la fin de son épilogue notamment au niveau de la ville d'Annaba. Les épiceries sont toujours prises d'assaut par des citoyens qui guettent avec anxiété l'arrivée du livreur. Le lait en sachet se fait encore désirer depuis plusieurs semaines. En



effet, Les citoyens éprouvent d'énormes difficultés afin de s'approvisionner en lait pasteurisé. Une pénurie qu'ils ont du mal à expliquer Mais la rareté de ce précieux produit alimentaire de base très prisé se fait ressentir gravement durant ces derniers jours. Les citoyens, n'ont guère le choix, que de s'orienter vers le lait en poudre. Les packs de laits ont disparu des étals des

commerces et superettes. A cet effet, les citoyens rencontrés déplorent ces intermittences dans la distribution de lait qui pénalise particulièrement ceux qui avaient l'habitude d'acheter ce produit à la portée de leurs bourses et surtout disponible chez les épiceries de quartier de manière régulière et qu'on ignore toujours les raisons exactes de cette pénurie qui pénalise tout le monde.

Des pluies torrentielles font dix-huit morts au Brésil, treize morts en Bolivie

Environ 35 000 personnes ont été chassées de leur domicile par le phénomène climatique dans l'Etat de Bahia. En Bolivie, les autorités font état d'un millier de familles sinistrées, selon le monde.fr. Les intempéries qui frappent l'Etat brésilien de Bahia (nord-est) depuis le début de novembre ont fait une nouvelle victime, ont annoncé les autorités locales, dimanche 26 décembre, portant à dix-huit le nombre de personnes mortes en raison de pluies diluviennes qui s'abattent sur la région.

Les pompiers de Bahia ont confirmé la mort d'un homme de 60 ans, qui s'est noyé dans une rivière dans la municipalité d'Aurelino Leal, dans le sud de l'Etat. Deux personnes restent disparues, 19 580 ont été déplacées et 16 001 ont dû demander un abri, ce qui porte à environ 35 000 le nombre de personnes chassées de leur domicile par le phénomène climatique, selon la protection civile de Bahia (Sudec). Par ailleurs, 286 personnes ont été

blessées depuis le début des fortes précipitations en novembre, a-t-elle ajouté. Au total, le nombre de personnes affectées par ces pluies est estimé à 430 869 individus.

« Une tragédie gigantesque »

La situation critique s'est aggravée vers la fin du week-end. Dimanche après-midi, le nombre de communes en situation d'urgence est passé à soixante-douze, dont cinquante-huit sont en crise du fait des inondations, selon la Sudec. La veille, les autorités locales avaient fait état de dix-neuf municipalités touchées par les inondations.

« C'est une tragédie gigantesque. Je n'ai pas mémoire de quelque chose de cette dimension dans l'histoire récente de Bahia. Le nombre de maisons, de rues et de villes complètement sous l'eau est vraiment terrifiant », a déclaré le gouverneur Rui Costa, qui a survolé dimanche matin les zones sinistrées dans le sud de Bahia.

Depuis samedi se tient une opération conjointe entre l'Etat fédéral et

l'Etat de Bahia mobilisant du personnel, des hélicoptères et des équipements pour venir au secours de milliers d'habitants piégés par les inondations, avec la coopération d'autres Etats comme ceux de Minas Gerais, Sergipe, Espirito Santo et Sao Paulo. Quelque vingt-cinq routes ont été interrompues ou inondées dans différentes parties de l'Etat, certaines en raison de glissements de terrain de pierres ou de terre, selon le ministère des infrastructures de Bahia.

En Bolivie, un millier de familles sinistrées

En Bolivie, des pluies diluviennes qui se sont abattues sur une grande partie du pays ont fait treize morts et un millier de familles sinistrées, selon des chiffres officiels rendus publics dimanche. « Il y a plus de mille familles sinistrées », a déclaré le vice-ministre de la défense civile, Juan Carlos Calvimontes, à la radio et la télévision publiques.

M. Calvimontes a fait savoir que la situation dans le département de Santa



Cruz était « très critique » en raison de la crue des rivières Ichilo, Grande et Pirai, dont les eaux ont inondé les secteurs habités et les terres agricoles vouées aux cultures céréalières et d'oléagineux. Dans la municipalité de San Julian, trente-deux personnes qui ne peuvent pas être jointes doivent être évacuées dans les prochaines

heures par voie aérienne, a ajouté M. Calvimontes.

Les services de météorologie ont lancé une mise en garde contre des pluies diluviennes dans les départements de Potosi, Chuquisaca et Tarija dans le sud du pays. Les images de télévision ont montré les rivières en crue à La Paz et Cochabamba.

Covid-19

En Belgique, le secteur culturel manifeste contre la fermeture des salles imposée par le gouvernement

La décision du gouvernement fédéral belge de fermer les théâtres, cinémas et salles de spectacles pour juguler la progression du variant Omicron est vivement contestée.

Ils sont environ 5 000 à avoir bravé la pluie, dimanche 26 décembre, pour protester contre la décision du gouvernement fédéral belge, prise mercredi 22 décembre, de fermer les lieux culturels afin d'enrayer la progression du variant Omicron. « C'est l'humiliation de trop, déclare Annie Bozzini, directrice de Charleroi Danse. Nous avons fait des efforts et suivi toutes les mesures précédentes. C'est injuste, infondé et arbitraire. »

Au cœur de Bruxelles, la foule grouille au pied du Mont des Arts, rebaptisé pour l'occasion « Mort des arts ». Le troisième confinement du secteur culturel est vécu comme un « coup de massue », alors que le précédent s'était étalé sur sept



mois. « Nous travaillons avec des systèmes de contrôle adaptés aux infrastructures et évolutifs en fonction de la situation sanitaire. Nous avons élaboré ces protocoles avec des virologues. Cette décision est illogique », explique, au Monde, Peter de Caluwe, directeur du Théâtre royal de La Monnaie. Le secteur de la culture a réduit ses jauges, installé

des systèmes de ventilation, appliqué le passe sanitaire.

Sophie Lauwers, directrice générale du Palais des beaux-arts de Bruxelles : « Aujourd'hui, c'est comme si on associait la culture et la maladie »

Les éléments statistiques en possession de Sciensano, l'institut scientifique de santé publique, tendent à prouver que les salles de

théâtre ou de cinéma sont en queue de peloton des lieux de contamination. « On nous ferme pour éviter de fermer d'autres secteurs », regrette Pierre Thys, directeur du Théâtre national. Les acteurs du secteur culturel ne comprennent pas pourquoi les bars, restaurants, cafés, et même les salles de sport resteront ouverts alors qu'eux se voient contraints de fermer leurs portes à partir du 26 décembre pour une durée indéterminée.

Ces fermetures n'étaient d'ailleurs pas recommandées, à ce stade, par le groupe d'experts de stratégie de crise pour le Covid-19, composé de virologues, d'infectiologues, de biostatisticiens. « Aujourd'hui, c'est comme si on associait la culture et la maladie », déplore Sophie Lauwers, directrice générale du Palais des beaux-arts de Bruxelles. Le camouflet est si brutal que la décision de la coalition gouvernementale, dirigée par le premier ministre Alexander De Croo (libéral flamand du VLD),

parvient à rassembler, contre elle, les secteurs culturels flamands et francophones, unis pour l'occasion.

Une « désobéissance pacifique »

Le premier ministre a justifié la décision de son gouvernement par les conséquences attendues de la circulation du variant Omicron dans un contexte où les hôpitaux sont déjà en surchauffe. Mais sa décision ne passe pas. Selon le dernier bulletin épidémiologique de Sciensano, le nombre de cas confirmés et d'admissions à l'hôpital était en baisse samedi 25 décembre. De vives critiques ont été émises, jeudi 23 décembre, à la chambre des représentants, par des parlementaires de l'opposition et de la majorité. Des députés écologistes, socialistes, libéraux et chrétiens-démocrates flamands, dont les partis sont membres de la coalition au pouvoir, ont demandé que cette décision soit reconsidérée.

L'évadé de l'hôpital de Pontoise interpellé en Allemagne

Le fugitif et sa compagne, qui avait tiré mardi sur l'un des agents pénitentiaires qui escortaient l'homme, ont été retrouvés dimanche à l'ouest de Düsseldorf.

Ils ont passé Noël en cavale avant d'être rattrapés : le détenu qui s'était évadé de l'hôpital de Pontoise mardi soir et sa compagne qui avait tiré sur l'un des agents pénitentiaires qui escortaient l'homme ont été arrêtés dimanche 26 décembre en Allemagne. Le fugitif, 28 ans, et la jeune femme, mineure selon le parquet de Pontoise, ont été « très très vite localisés », selon une source proche du dossier.

« Les autorités allemandes ont interpellé le fugitif et sa concubine vers 15 h 30 à Wegberg », une ville à l'ouest de Düsseldorf, proche de la frontière avec les Pays-Bas, a indiqué le parquet de Pontoise, précisant que « l'interpellation s'est passée

sans difficulté ». « Les enquêteurs allemands sont en contact avec leurs homologues français dans le cadre de la demande d'extradition », a-t-il ajouté.

Il n'y a « pas de troisième personne recherchée » à ce stade, selon une source judiciaire, alors que les premiers éléments d'enquête fournis par une source policière évoquaient un second complice faisant le guet. Cavale de cinq jours

Ce sont les renseignements de la Brigade nationale de recherche des fugitifs (BNRF), le service de la police judiciaire française spécialisé dans ce type d'enquête, qui ont permis de mettre un terme à cette courte cavale de cinq jours, selon une source policière.

Le détenu était arrivé mardi soir, vers 21 h 30, au centre hospitalier de Pontoise, afin d'être soigné pour

une profonde entaille au bras. Un simulacre de tentative de suicide avec pour seul objectif d'obtenir une extraction médicale. Trois agents pénitentiaires, secondés par des pompiers, l'avaient sorti quelques minutes plus tôt de sa cellule de la maison d'arrêt d'Osny toute proche, où il était incarcéré depuis le 1er octobre dans une enquête pour assassinat.

Sur le parking, une femme munie d'une arme à feu longue les attendait de pied ferme. La complice, après avoir demandé que son compagnon soit détaché, avait tiré sur l'un des fonctionnaires, non armé, comme ses collègues. Protégé par son gilet pare-balles et blessé légèrement par « 30 impacts de plomb, superficiels, dans le bas du dos », selon une source policière, il a été brièvement hospitalisé en observation.



La BNRF et la police judiciaire de Versailles ont été cosaisies de l'enquête dans le cadre d'une information judiciaire ouverte vendredi.

Détenu non « particulièrement signalé »

Interrogée sur l'absence de port d'arme des agents, le ministère de la

justice a expliqué que « le niveau de risque est à replacer dans le contexte », avec « deux évasions en 2020 sur 54 371 extractions médicales ». En 2021, dans huit évasions sur treize recensées, dont celle d'Osny, le détenu a profité d'un transfert à l'hôpital pour se faire la belle.

L'Afghanistan, de nouveau taliban et au bord du gouffre humanitaire

Peu de pays ont connu une année 2021 aussi tumultueuse que l'Afghanistan, désormais aux mains des talibans et dans une situation humanitaire dramatique maintenant que l'hiver frappe.

Les rebelles ont repris le pays à la mi-août avec une rapidité qui a stupéfait tout le monde, jusqu'à eux-mêmes, au point que nombre d'Afghans se demandent encore ce qu'il s'est exactement passé et de quoi l'avenir sera fait.

Le monde restera marqué pour longtemps par ces images d'Afghans tombant du ciel de Kaboul, après avoir en vain tenté de s'agripper aux derniers



avons d'évacuation vers l'étranger pour fuir le nouveau régime ou la misère.

Pour les talibans, le principal défi reste de transformer une rébellion de combattants souvent peu éduqués en une

administration capable de gérer un pays complexe et divers.

Pour les Occidentaux, menés par les Etats-Unis et leurs alliés de l'Otan, la crainte est double: voir le pays glisser encore plus dans la misère, provoquant

un nouvel exil de dizaines de milliers d'Afghans, et que des groupes terroristes comme Al-Qaïda, longtemps allié des talibans, s'en servent de refuge comme avant les attentats du 11 septembre 2001.

L'Afghan de la rue, lui, cherchera avant tout à garder ou trouver de quoi manger, un toit pour dormir et un emploi, avec le risque pour les femmes d'être exclues de l'espace public, comme sous les talibans des années 1990.

“Les conséquences du changement de régime ont été immédiates et calamiteuses”, estime l'analyste Kate Clark dans un rapport publié pour l'Afghanistan Analysts Network (AAN).

Selon elle, les talibans ont précipité leur victoire militaire et n'avaient du coup “aucun plan pour gérer l'Etat afghan sans aide extérieure”.

“Lorsqu'ils étaient dans la rébellion, ils taxaient les populations des régions qu'ils contrôlaient, mais pouvaient laisser les services publics aux mains du gouvernement et des ONG”, largement financés par l'aide internationale, ajoute-t-elle.

“Maintenant, ils sont au pouvoir (...) à la tête d'un Etat aux revenus largement diminués, alors qu'ils doivent s'occuper d'une population entière” de quelque 40 millions d'habitants.

PHilippineS:

Le bilan du typhon Rai s'alourdit à 388 morts

Le typhon Rai, l'un des plus puissants à frapper les Philippines ces dernières années, a fait au moins 388 morts, a annoncé lundi le gouvernement, tandis que la menace d'une possible épidémie pèse sur certaines des zones sinistrées.

Le bureau de la Défense civile a annoncé que le nombre total de morts s'élevait à 388 et que 60 personnes étaient toujours portées disparues. Le bilan précédent faisait état de 375 morts. Des centaines de personnes ont en outre été blessées.

Les 16 et 17 décembre, le typhon,

accompagné de vents qui ont atteint 195 km/h, a semé la mort et la désolation dans le centre et le sud de l'archipel, arrachant toits, poteaux électriques et arbres sur son chemin.

Des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées du jour au lendemain sans abri.

Plus de quatre millions de personnes dans 430 villes et villages où quelque 482 000 maisons ont été endommagées voire détruites sont en train de recevoir une aide, a toutefois assuré le bureau de la Défense civile.

Plus de 300 000 personnes se trouvent encore dans des camps

d'évacuation.

Une nouvelle menace est apparue ces derniers jours alors que le gouvernement acheminait nourriture, eau et vêtements vers les zones dévastées: au moins 140 personnes sont tombées malades à cause d'une eau possiblement contaminée.

Dans la province méridionale des îles Dinagat, 80 personnes ont été atteintes de gastro-entérite aiguë, tandis que 54 personnes sont traitées pour des diarrhées à l'hôpital de l'île touristique voisine de Siargao, a déclaré la sous-secrétaire à la Santé Maria Rosario Vergeire.



COVID 19:

60 navires de croisière dans le viseur des autorités sanitaires américaines

Plus de 60 navires de croisière font l'objet d'enquêtes par les autorités sanitaires américaines après l'apparition de cas de Covid-19 à bord, peut-on lire dimanche sur le site des CDC, principale agence de santé publique aux Etats-Unis.

Ces 60 navires ont atteint le “seuil” fixé par les “Centers for Disease Control and Prevention” pour mériter une telle enquête.

l'escale dans plusieurs ports des Caraïbes.

L'un d'eux, le Carnival Freedom n'a ainsi pas été autorisé à amarrer dans l'île néerlandaise de Bonaire.

“On navigue à bord d'une boîte de Petri”, ce récipient utilisé dans les laboratoires pour la culture de bactéries, a affirmé Ashley Peterson, une passagère du Carnival Freedom âgée de 34 ans, au Washington Post. “J'ai l'impression d'avoir passé la semaine dernière à un évènement super-propagateur”.



Dans un communiqué à l'AFP, Carnival Cruises a confirmé qu'un “petit nombre à bord avait

été isolé en raison d'un test positif à la Covid”. “S'il s'avère nécessaire d'annuler une escale, nous

ferons de notre mieux pour trouver une destination alternative”.

Le Carnival Freedom est arrivé à Miami dimanche matin, a débarqué tous ses passagers, et “prendra le départ pour son prochain voyage comme prévu”, a affirmé la compagnie.

Mercredi, une autre compagnie, Royal Caribbean International, avait indiqué que cinquante-cinq personnes avaient été testées positives à la Covid-19 à bord d'un de ses navires parti le 18 décembre de Floride.

CAN-2021

Les «Verts» s'envolent pour Doha

La sélection algérienne de football s'est envolée lundi matin à bord d'un vol spécial pour Doha (Qatar), où elle doit effectuer un stage précompétitif programmé jusqu'au 6 janvier en prévision de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 au Cameroun (9 janvier-6 février).

Vingt (24) joueurs sur les 28 convoqués par le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Djamel Belmadi, seront présents à Doha (Qatar) dès ce lundi, alors que quatre éléments rejoindront le groupe avant le 3 janvier : il s'agit de Riyad Mahrez (Manchester City/ Angleterre), Saïd Benrahma (West Ham/

Angleterre), Adam Zorgane (Charleroi/ Belgique), et Mohamed Réda Halaïmia (KFCO Beerschot/ Belgique)». La Fédération internationale (Fifa) avait envoyé une correspondance aux pays participants à la CAN-2021, les informant que leurs joueurs évoluant à l'étranger ne pourront pas rejoindre leurs sélections avant le 3 janvier.

Outre le match face à la Gambie, les champions d'Afrique disputeront un second test face au Ghana, le mercredi 5 janvier, avant de s'envoler le lendemain pour Douala.

Logés dans le groupe E, les «Verts» entameront la défense de leur titre, le mardi 11 janvier



2022, contre la Sierra Leone, au stade de Japoma à Douala (14h00, algériennes), avant de

défier la Guinée équatoriale, le dimanche 16 janvier 2022 à Douala (20h00), puis la Côte

d'Ivoire, le jeudi 20 janvier 2022, sur le même stade (17h00).

2021/JM D'OrAn

L'examen du CIJM passé avec succès

Les dernières semaines du mois de décembre 2021 ont été décisives, avec la confirmation du choix de la capitale de l'Ouest pour abriter l'été prochain et aux dates prévues, la 19ème édition des Jeux Méditerranéens (JM) d'Oran-2022. Un défi que les pouvoirs publics et le comité d'organisation ont réussi à relever.

Il s'agit là d'un des faits marquants ayant caractérisé l'année 2021 sur le plan sportif à l'échelle nationale. Un défi de taille que les pouvoirs publics et le comité d'organisation des JM 2022 d'Oran ont réussi à relever, faisant, par là même, taire les mauvaises langues qui ont tenté de discréditer l'Algérie auprès des instances sportives internationales.

Dès le 22 juin dernier, à l'occasion de l'enclenchement du compte à rebours de l'événement méditerranéen, Oran-El-Bahia s'est mise à l'heure des JM. Des activités sportives et culturelles ont été alors programmées dans la capitale de l'ouest du pays pour célébrer l'évènement, et depuis, tout le monde dans la ville s'est mobilisé pour réussir l'épreuve.

Mais voilà que des parties malveillantes se sont empressées de tenter de gâcher la fête. Leurs démarches visant à discréditer le pays auprès des instances sportives internationales, à leur tête le

Comité international des JM, s'inscrivaient naturellement dans le processus de la campagne entreprise à tous les niveaux contre le pays hôte.

Profitant des carences signalées dans l'achèvement de certaines structures du complexe sportif en cours de réalisation dans la commune de Bir El Djir (Est d'Oran), ces parties ont transmis à leur manière au CIJM un «rapport» accablant nuisant à l'image du pays.

Leur coup monté a failli porter ses fruits, étant donné que l'instance internationale propriétaire des JM n'a pas tardé à réagir à travers un communiqué de presse par lequel elle a clairement manifesté ses inquiétudes quant au retard accusé dans l'achèvement des équipements sportifs concernés par les JM.

La même instance n'a pas hésité aussi à remettre en cause la tenue de la 19e édition à Oran, ce qui a enchanté au plus haut point les «architectes» du complot.

Le complot déjoué

C'était sans compter sur la volonté et la détermination des pouvoirs publics qui ont en fait même une affaire d'orgueil et d'honneur. La partie algérienne n'a pas tardé à répliquer, profitant du séminaire des chefs de délégations et délégués techniques des fédérations sportives internationales concernées par les JM, tenu à Oran les 11 et 12 décembre



courant, pour balayer d'un revers de la main tous les mensonges montés de toutes pièces par ses détracteurs.

Le deuxième jour du séminaire a été marqué d'ailleurs par l'échec officiel du complot. Un échec prononcé de vive voix par le deuxième vice-président du CIJM, le Français Bernard Amsalem, qui a mis un terme à la polémique en annonçant le maintien à Oran de la prochaine édition de la fête méditerranéenne du 25 juin au 5 juillet 2022.

Pour le 2e vice-président du CIJM, les doutes sont enfin dissipés «certes nous avons quelques inquiétudes qui sont aujourd'hui toutes levées», a-t-il reconnu. Un cap est franchi, a estimé M. Amsalem, permettant aux Jeux de se dérouler dans de bonnes conditions. «Le rendez-vous sera un événement sportif historique pour la ville d'Oran et le pays d'une manière générale», a-t-il ajouté.

Et si le dirigeant français et ses pairs du CIJM ont été pour autant rassurés, c'est grâce aux dernières décisions prises par les plus hautes autorités du pays dans l'optique de booster les préparatifs des JM, notamment

en matière d'infrastructures sportives.

Les pouvoirs publics impulsent un nouveau souffle

C'est dans ce contexte que le Premier ministre, ministre des finances, Aymen Benabderrahmane, a effectué, le 4 octobre dernier, une visite à Oran au cours de laquelle il s'est enquis de l'évolution des chantiers des différentes installations sportives en cours de réalisation.

Cette visite a permis notamment d'impulser un nouveau souffle aux chantiers en question, surtout qu'elle a été précédée par l'injection d'une enveloppe financière de l'ordre de 2,4 milliards de dinars, après la réunion de la commission de suivi, mise en place par le Premier ministre.

Cette démarche a vite porté ses fruits en levant toutes les contraintes ayant freiné la bonne marche des travaux, notamment au niveau du centre nautique et de la salle omnisports, tous les deux relevant du nouveau complexe sportif.

Lors du séminaire des 11 et 12 décembre, les hôtes d'Oran s'étaient tous réjoui de l'état d'avancement des préparatifs des JM, au point où le délégué du Comité olympique monégasque a estimé, dans une déclaration à l'APS, que «l'Algérie a placé la barre haut par rapport aux précédentes éditions des JM».

Le wali d'Oran, Saïd Sayoud, également premier vice-président du COJM, a lui aussi profité de ce séminaire pour rassurer les membres du CIJM, en affirmant que toutes les infrastructures sont presque définitivement réceptionnées d'ici la fin de janvier prochain.

«La cadence des travaux s'est nettement accélérée depuis près de deux mois, avec l'appui sans faille des hautes autorités de l'Etat en mettant à disposition les financements nécessaires, preuve de la bonne volonté de l'Etat pour la réussite de ces Jeux dans les meilleures conditions. Désormais, pas moins de 90% des infrastructures sportives concernées par les JM sont déjà prêtes», a-t-il assuré.

Les organisateurs des JM, que l'Algérie abritera pour la deuxième fois de son histoire après l'édition de 1975, achèvent ainsi l'année 2021 dans la liesse après avoir réussi le test du CIJM avec brio.

Il leur appartient maintenant de passer à une autre étape, pour reprendre les propos du nouveau commissaire des JM, Mohamed Aziz Derouaz, désigné dans ce poste en début octobre dernier. «Notre défi et notre mission est que les JM aient lieu dans les meilleures conditions, en réponse aux attentes du peuple algérien et aux aspirations exprimées au plus haut niveau de l'Etat», a-t-il insisté.

itAlie :

Bonucci promet le pire à Cristiano Ronaldo en cas de match contre le Portugal

Le défenseur central aimerait affronter son ancien coéquipier de la Juventus avec une place au Qatar en jeu.

Leonardo Bonucci a déclaré que son ancien coéquipier de la Juventus Cristiano Ronaldo «souffrira» si le Portugal affronte l'Italie en barrage de la Coupe du monde. Le défenseur central a d'abord besoin que les Azzurri s'occupent de la Macédoine du Nord et que le Portugal élimine la Turquie, afin de pouvoir affronter Ronaldo dans un match très médiatisé. Il est certain qu'au moins l'un des deux pays, l'Italie et le Portugal, ne participera pas à la Coupe du monde 2022 au Qatar. «J'ai parlé avec Cristiano Ronaldo et nous avons plaisanté sur le possible match Portugal vs Italie, nous verrons ce qui se passe sur le terrain, Cristiano sait qu'il va

subir des coups», a déclaré Bonucci à la RAI Sport.

«Cristiano va subir des coups»

«Nous devons nous concentrer sur ce que nous ferons sur le terrain, puis en mars nous nous retrouverons et je suis convaincu que nous jouerons deux grands matchs», a ajouté le défenseur central italien. L'Italie et le Portugal sont cruellement déçus de se retrouver dans cette position, les deux équipes ayant espéré mieux que d'être obligées de participer à ce barrage.

Les Azzurri en particulier sont une inclusion choquante après avoir remporté l'Euro 2020 au milieu d'une résurgence apparente sous Roberto Mancini. S'il peut être présomptueux de dire que l'Italie rencontrera le Portugal, les nations seront favorisées contre la Macédoine du Nord et la Turquie, respectivement.



L'Italie ou le Portugal n'ira pas au Qatar

Automatiquement, l'un des deux derniers champions d'Europe ne sera pas présent lors de la prochaine Coupe du monde au Qatar en 2022. Dans un scénario «catastrophe», les deux grandes nations du

football européen pourraient être absentes du prochain mondial si jamais la Turquie ou la Macédoine du Nord créé la surprise lors de ces barrages. Une chose est sûre, tout le monde, sauf les Turcs et les Macédoniens, attendent avec impatience le choc entre le

Portugal et l'Italie au mois de mars prochain afin d'assister à un match de haut niveau avec un enjeu majeur. Et nul doute que Cristiano Ronaldo fera tout pour répondre à son ancien coéquipier, Leonardo Bonucci, sur le terrain ce jour-là.

MerCAto :

Quand l'OL a manqué le jeune Erling Haaland

Ayant envoyé des recruteurs en Norvège, l'Olympique Lyonnais est passé à côté d'Erling Haaland, préférant un de ses meilleurs amis.

Que l'on soit suiveur de l'Olympique Lyonnais ou non, tout le monde connaît cette fameuse anecdote qui lie le club français à Cristiano Ronaldo. En 2002 et alors qu'il est encore un inconnu, le Portugais aurait pu débarquer en Ligue 1 si l'OL n'avait pas refusé l'échange proposé par le Sporting Lisbonne afin de recruter Tony Vairelles.

Cette anecdote n'en est finalement qu'une partie tant d'autres et comme il en existe dans tous les clubs. Par exemple, Luka Modric avait effectué un essai à Sochaux, sans être retenu finalement. La liste de ces superstars qui sont passées d'un rien à connaître leur début en Ligue 1 est longue comme le bras et vient de voir un nom se rajouter : celui de Erling Haaland.

Une fois encore, le club cher à Jean-Michel Aulas est au coeur de l'histoire comme l'a raconté Cyril Collot, journaliste et auteur d'un livre qui retrace l'ascension du buteur norvégien «Erling Haaland, tout d'un grand». Avant de faire des ravages à Salzbourg puis au Borussia Dortmund et d'être annoncé chez tous les cadors



européens, Haaland a évolué dans le club de son village.

Haaland après Cristiano Ronaldo

S'il a ensuite fait ses valises pour le grand club du pays de Molde, le géant norvégien aurait pu débarquer en France. En effet, l'OL avait envoyé des émissaires du côté de Bryne mais malheureusement, ce n'était pas pour observer le jeune Haaland.

«A Bryne, jusqu'à dix, douze ans, il

était même le plus petit de l'équipe, nous a appris Collot sur RMC. Il a alors un an de moins que ses coéquipiers, mais a d'autres qualités, évidemment. C'est un joueur qui a beaucoup de tempérament.»

«A cette époque, les recruteurs de l'Olympique lyonnais sont venus à plusieurs reprises dans cette petite ville de Bryne. Mais, les émissaires lyonnais ne se déplacent pas en Norvège pour

Haaland mais pour signer un jeune joueur, Tord Salte. Qui a pour meilleur ami Erling Haaland.»

«Il (Haaland) avait un an de moins, et n'a pas été repéré par les recruteurs de l'OL. Finalement, ils ont pris ce Salte.» Arrivé en 2015 entre Rhône et Saône, le défenseur norvégien n'a jamais percé à l'OL et évolue désormais en D2 norvégienne. Tandis que son ami est devenu une terreur à travers l'Europe...

Priti Patel, la très conservatrice ministre de l'Intérieur britannique, symbole d'un Royaume-Uni divisé

Les polémiques et prises de position ultra-droitières de la Home Secretary britannique, notamment sur l'immigration, ont fait d'elle l'une des personnalités politiques les plus clivantes du pays.

Elle fait partie de la poignée de ministres qui pourraient remplacer Boris Johnson. La ministre de l'Intérieur, Priti Patel, serait «prête» à se lancer dans la course, selon plusieurs médias britanniques, tandis que le Premier ministre est empêtré dans une série de scandales. Le dernier en date : la tenue de fêtes de Noël au 10 Downing Street en décembre 2020, en pléines restrictions sanitaires.

Protégée de Boris Johnson, la députée de Witham (sud de l'Angleterre) de 49 ans a connu une ascension rapide au gouvernement, malgré les critiques de l'opposition contre ses prises de position ultra-droitières. «Il n'y a personne d'autre dans le Parti conservateur qui pourrait faire ce qu'elle fait (...) elle est indétrônable», confie un parlementaire conservateur au Times*. Pourtant, rien, ou peu, ne la prédestinait à devenir numéro 3 du gouvernement.

Admiratrice de Margaret Thatcher

La notoriété de Priti Patel s'ancre lors du Congrès annuel des conservateurs de 2019. Accueillie telle une rock star, elle se présente en «self-made woman», comme les Tories en raffolent. Elle raconte alors l'histoire d'une fille d'immigrés indiens du Gujarat ayant fui les persécutions envers les Asiatiques du dictateur Idi Amin Dada dans les années 1970 en Ouganda. L'histoire d'une femme partie de rien qui a gravi les échelons à force de patience et de labeur.

Dans une robe immaculée, sourire appuyé entre deux salves d'applaudissements, elle martèle son admiration pour Margaret Thatcher et ses engagements pour «la loi et l'ordre», «le renforcement de la police» et «la lutte contre la criminalité».

«Comme disait Margaret Thatcher, ma politique n'est pas fondée sur une théorie économique, mais sur des valeurs avec lesquelles des millions de personnes comme moi ont été élevées : un travail honnête, un salaire honnête (...) payer ses factures à temps et soutenir la police.»

Priti Patel au Congrès des conservateurs en 2019

Priti Patel se voit en héritière de la «Dame de fer». Comme «Maggie», elle est une fille de commerçants qui a réussi à se hisser au sommet de l'Etat.

Comme «Maggie», son aversion pour l'Europe est profonde. Elle remonte au «Mercredi noir» de 1992, lorsque le Royaume-Uni a dû retirer la livre sterling du Système monétaire européen, entraînant un krach boursier. «Ma mère et mon père ont perdu leur entreprise. Nous avons eu la chance de garder un toit sur nos têtes», raconte-t-elle au Daily Mail*.

Après cet épisode, elle rejoint le Referendum Party, fondé par le milliardaire James Goldsmith (soutien de Philippe de Villiers en France pour la présidentielle de 1995), dont le seul but est d'obtenir une consultation sur la sortie de l'UE. A l'époque, cet «euroscepticisme est minoritaire à droite, mais il a fini par progresser et devenir dominant chez les conservateurs», analyse Agnès Alexandre-Collier, professeure en civilisation britannique à l'Université de Bourgogne.

Une figure de «la nouvelle droite»

Avec plusieurs députés conservateurs, elle publie en 2012 un ouvrage qui la place comme figure majeure de la «nouvelle droite» britannique, raconte The Guardian*. Dans Britannia Unchained, qualifié de «Thatcher sous stéroïdes» par le même journal de gauche, Priti Patel accuse les Britanniques d'être «parmi les pires fainéants du monde».

«Nous faisons partie de ceux qui travaillent le moins au monde, nous prenons une retraite précoce et notre productivité est faible. Alors que les enfants indiens aspirent à devenir médecins ou hommes d'affaires, les Britanniques sont plus intéressés par le football et la musique pop.»

Priti Patel dans «Britannia Unchained»

Avec ses co-auteurs, elle appelle à une dérégulation radicale du marché. «Cette 'nouvelle droite' post-thatchérienne était une aubaine pour David Cameron qui cherchait à moderniser l'image de son parti trop 'pale, male and stale' [blanc, masculin et périmé]», décrypte Agnès Alexandre-Collier. «Ils portaient des idées plus extrêmes que les conservateurs traditionnels, mais donnaient une image plus inclusive du parti, car ils étaient issus de minorités ou de milieux populaires», analyse l'experte.

Moins de dix ans plus tard, Brexit aidant, tous les auteurs du livre occupent ou ont occupé des postes ministériels dans le gouvernement de Boris Johnson. «Le Brexit a normalisé leur discours populiste», résume Tim Bale, professeur de politique à l'université Queen Mary de

Londres. Face à la concurrence du Ukip, le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, «les conservateurs ont 'droitisé' leur position et Priti Patel incarne parfaitement cette ligne», poursuit-il.

Des lois migratoires de plus en plus dures

Ce virage serré à droite s'illustre surtout sur la question migratoire. Dès son arrivée au gouvernement, à l'été 2019, Priti Patel instaure un système à points, qui entend privilégier les «brillants cerveaux» face aux «travailleurs peu qualifiés». Sur les 70 points requis pour obtenir un visa, 50 sont donnés si un demandeur parle anglais, et 20 s'il dispose d'une promesse d'embauche affichant un salaire annuel d'au moins 30 000 euros par an, illustre la BBC*.

«En dehors de cette immigration choisie, le gouvernement veut criminaliser les traversées illégales, ce qui va à l'encontre du droit international», s'inquiète Ala Sirriyeh, chercheuse sur les migrations à l'université de Lancaster.

«A travers l'immigration, qui n'est envisagée que sous l'angle sécuritaire, Priti Patel veut montrer que le pays reprend le contrôle de ses frontières, promesse chère aux Brexiters.»

Ala Sirriyeh, chercheuse à l'université de Lancaster

à franceinfo
En octobre 2020, le Financial Times* révèle les suggestions issues d'une réunion de travail confidentielle entre Priti Patel et ses collaborateurs, destiné à trouver de nouvelles méthodes pour lutter contre les traversées de migrants dans la Manche. Parmi les idées mises sur la table : utiliser des canons à eau pour créer des vagues et renverser les canots de migrants, construire un «mur flottant» de bateaux* pour bloquer les passages, créer des centres de traitement des demandes d'asile sur des ferrys ou des plateformes pétrolières inutilisés*, ou encore délocaliser les demandeurs d'asile sur l'île de l'Ascension*, un caillou au milieu de l'Atlantique sud, à presque 7 000 km de Londres.

«Cette idée vient d'abrutis en état de mort cérébrale au ministère de l'Intérieur», balaie un responsable du cabinet, tandis que d'autres proches de la ministre rejettent la faute sur des «ennemis de l'intérieur». Mais la fuite ne fait que convaincre un peu plus l'opposition que la ministre mène une politique migratoire «inhumaine, totalement irréalisable et extrêmement coûteuse».

Cette ligne dure a aussi été à l'origine de nombreuses tensions avec Paris. La même



année, Priti Patel reproche au gouvernement français* de ne pas intercepter les bateaux et appelle à ce que les migrants restent en France, «un pays sûr». La rupture est consommée en novembre 2021 lorsque Gérald Darmanin retire l'invitation de la ministre britannique à un sommet européen à Calais (Pas-de-Calais), après le naufrage et la mort de 27 migrants. «Nos échanges sont cordiaux en privé, mais en public, le gouvernement britannique se plaint de la France. Nous regrettons ce double discours», commente une source au ministère de l'Intérieur français.

«Les gens attendent de moi que je sois antiraciste»

Faisant fi des critiques sur le fond comme la forme, Priti Patel refuse d'être là où on l'attend. Sur les questions de société, elle soutient un temps le rétablissement de la peine de mort avant de revenir sur sa position et s'oppose au mariage des couples homosexuels. En 2020, elle traite les militants écologistes d'«Extinction Rebellion de «croisés» qui ont «viré criminels», cite Le Monde. Pour contrer leur sit-in pacifique, elle propose de criminaliser les manifestants qui bloquent les routes, rappelle The Guardian*. La même année, dans le sillage de l'indignation mondiale provoquée par le meurtre de George Floyd, elle qualifie le déboulonnage de la statue du négrier Edward Colston à Bristol d'«absolument honteuse», et quand les footballeurs posent un genou à terre pour dénoncer le racisme, elle évoque des «gesticulations politiques».

«Etre une personne de couleur ne vous donne pas automatiquement autorité sur toutes les formes de racisme», l'accusent alors des députés travaillistes issus de minorités. Sèche, elle leur répond sur Twitter : «Je ne serai pas réduite au silence par des députés du Labour qui continuent de rejeter les idées de ceux qui ne se conforment pas à leur vision de la façon dont les minorités ethniques devraient se comporter.»

«Les gens attendent de moi que je sois antiraciste parce que je

suis asiatique, mais c'est un stéréotype raciste.»

Priti Patel

à «Glamour UK»

Détestée et adorée, difficile de trouver une personnalité politique qui divise l'opinion autant que Priti Patel. «Elle n'entre pas dans les cases. Elle n'est pas une conservatrice traditionnelle», défend un de ses amis auprès du Times*. «Les gens passent leur temps à lui faire la morale. Mais est-ce qu'ils auraient parlé à un homme comme ça ?» interroge un autre.

Pour Mike Savage, professeur de sciences politiques à la London School of Economy, son discours à l'image de son époque : «Elle fait partie de cette droite qui, dans les 'batailles culturelles' du Royaume-Uni post-Brexit, combat le progressisme en créant des conflits. Elle sait qu'elle peut dire des choses qu'un homme blanc ne pourrait pas dire, et cela profite à son parti.»

Accusée de harcèlement moral

Boris Johnson l'a bien compris. L'ancien maire de Londres ne cesse de la défendre à chaque polémique. En 2020, elle est accusée de harcèlement moral et la BBC* révèle que le gouvernement a versé 25 000 livres à une ancienne employée du ministère du Travail, où Priti Patel exerçait en 2015, qui avait commis une tentative de suicide après une violente agression verbale de la ministre. Une enquête conclut que Priti Patel a bien enfreint le code ministériel à plusieurs reprises, dans plusieurs ministères. Boris Johnson choisit de lui accorder sa «confiance entière» et répond simplement qu'elle est «une fantastique ministre de l'Intérieur». Il appelle même ses ministres à «former un carré autour du Prittster» (le surnom qu'il lui donne).

«Boris Johnson est très friand de ce genre de personnalité, autoritaire, qui ose dire ce qu'elle pense. Il a aussi besoin d'elle car elle incarne le Brexit dur qu'il a promis», explique Agnès Alexandre-Collier. «Brexituse» avant l'heure, dont les idées marginales sont devenues centrales dans son parti... L'heure de Priti Patel pourrait bien être venue.



Windows 11 :

Microsoft corrige le souci de lenteur qui impactait certains disques durs SSD

Nous vous en parlions début décembre, la sortie de Windows 11 ne se fait pas sans heurts. Parmi les nombreux bugs qui touchent encore ce jeune système d'exploitation, des problèmes de vitesse de SSD s'étaient rapidement manifestés.

Les SSD concernés semblaient tous être des SSD NVMe, un protocole de stockage et de transport de données conçu pour les disques Flash et SSD. Les problèmes rencontrés variaient selon les modèles de SSD, mais de nombreux utilisateurs partageaient des

expériences communes avec une chute de leur vitesse d'écriture et de lecture par rapport à Windows 10. Cette baisse pouvait descendre dans certains cas jusqu'à 80 % des performances habituelles. Le problème était présent depuis la sortie de Windows 11, mais n'avait pas encore été corrigé par Microsoft.

Un patch très attendu

La dernière mise à jour du système d'exploitation devrait cependant venir corriger les problèmes rencontrés par les SSD. Le build KB5008215, déployé lors du dernier Patch Tuesday de 2021, apporte des



résolutions à ces problèmes. Les SSD sur lesquels Windows 11 est installé ne devraient donc plus être victime de ralentissements.

Malgré cette bonne nouvelle, des utilisateurs continuent de

se plaindre de ralentissement, notamment sur Reddit. Il faudra donc attendre quelques jours afin de déterminer si les problèmes ont effectivement été réglés ou si d'autres patches seront nécessaires.

En Bref...



Google s'est vu contraint de désactiver deux options sur ses Pixel 6. L'apparition de nombreux bugs sur les smartphones après la mise à jour déployée début décembre a forcé l'entreprise à prendre des mesures, rapporte Phonandroid.

Ironie du sort : la mise à jour de décembre devait corriger des bugs apparus sur les Pixel 6 et Pixel 6 Pro depuis leur sortie, comme les appels aléatoires et les dysfonctionnements du lecteur d'empreintes digitales. Ces bugs ont disparu mais ont été remplacés par d'autres. Sur Internet, de nombreux utilisateurs ont rapporté des dysfonctionnements sur les appels et SMS et une connexion mobile fragile.

Plus de filtrage des appels

Le géant américain n'a pour l'instant trouvé qu'une seule solution : désactiver les options « Hold for Me » et « Call Screening » des smartphones. La première permet à Google Assistant de patienter à la place de l'utilisateur quand celui-ci est invité à attendre durant un appel. La deuxième filtre les appels téléphoniques en identifiant l'appelant et son but.

Des millions d'appareils Bluetooth et WiFi menacés par une faille de sécurité



Aujourd'hui, presque tous les smartphones et les tablettes sont dotés du Bluetooth et du WiFi. Bien que les technologies soient distinctes et que les protocoles disposent chacun de leur propre sécurité, ils partagent souvent des ressources matérielles. Ce partage de ressources, qui sert à rendre les appareils plus économes en énergie, peut cependant servir de passerelle

pour lancer des attaques et obtenir des privilèges supposés inaccessibles.

Un groupe de chercheurs en sécurité de l'Université de Darmstadt, de Darmstadt, de Brescia, du CNIT et du Secure Mobile Networking Lab, a ainsi démontré qu'il était possible de voler des mots de passe et de manipuler le trafic d'une puce WiFi via les composants

Bluetooth d'un appareil. Selon eux, ce problème affecterait des millions d'ordinateurs dans le monde. Les chercheurs indiquent que des attaquants pourraient utiliser cette faille pour exécuter du code malveillant ou voler des mots de passe.

Pour exploiter ces vulnérabilités, les chercheurs ont exécuté du code sur la puce Bluetooth. De cette façon, ils ont pu effectuer des attaques latérales sur les autres puces de l'appareil en utilisant des ressources de mémoire partagées.

Comment se protéger de ces vulnérabilités ?

Si certaines failles peuvent être corrigées par une mise à jour logicielle, d'autres ne peuvent

être corrigées que par une révision du matériel, de sorte que les mises à jour logicielles ne pourront pas corriger tous les problèmes de sécurité identifiés. Les utilisateurs peuvent toutefois réduire la probabilité d'être touché en mettant régulièrement à jour leurs appareils. La majorité des fabricants publiera des correctifs pour ces failles. Un autre conseil réside dans la suppression des appariements Bluetooth inutiles ou rarement utilisés. Enfin, il est conseillé de retirer les réseaux WiFi qui ne sont pas nécessaires. Dans les lieux publics, il est également préférable d'utiliser les réseaux mobiles plutôt qu'un WiFi inconnu.

IBM et Samsung font équipe pour développer des batteries de smartphone plus performantes

IBM et Samsung ont annoncé une percée dans la conception des puces, avec des transistors empilés verticalement, par opposition à la structure plate des SoC actuels. Avec les processeurs et les SoC actuels, les transistors sont disposés à plat sur la surface du silicium et le courant électrique circule

latéralement d'un transistor à l'autre. Dans les transistors à effet de champ à transport vertical (VTFET), les transistors sont placés perpendiculairement les uns aux autres et le courant circule verticalement.

Selon IBM et Samsung, cette conception devrait permettre de dépasser les limitations actuelles

des nanofeuilles d'IBM. Cela devrait donner, au choix, des avantages en termes de performances ou d'autonomie. Les deux constructeurs estiment que les VTFET conduiront à des processeurs qui seront soit deux fois plus rapides, soit 85 % moins énergivores que les transistors (FinFET) actuels.

IBM et Samsung ont également déclaré que cela pourrait conduire à des smartphones pouvant durer une semaine complète avec une seule charge, ou rendre des tâches même très intenses, telles que l'extraction de cryptomonnaie, plus efficace.



Maladies cardiaques : le cœur change de forme en cas de facteurs de risque bien connus

Le risque cardiovasculaire est lié à l'existence de plusieurs facteurs de risque qui peuvent être supprimés, et qu'il faut connaître pour agir en amont. Des chercheurs viennent de découvrir que les plus courants d'entre eux ont même un impact visible sur le muscle cardiaque. Qu'appelle-t-on le risque cardiovasculaire ? Il s'agit de la probabilité de survenue d'une maladie ou d'un accident cardiovasculaire (maladies du cœur et des artères). Un certain nombre de facteurs sont à l'origine de ce risque et favorisent leur développement : Age, sexe, tabagisme, diabète, hypertension artérielle, cholestérol, obésité et surpoids, sédentarité, stress... S'il est impossible d'agir sur certains d'entre eux (âge, sexe...), plusieurs facteurs de risque peuvent être réduits ou supprimés (sédentarité, HTA, surpoids...) Ainsi, il est possible de prendre des mesures pour réduire ceux sur lesquels on peut agir pour éviter, limiter ou retarder le développement d'une pathologie cardio-vasculaire. Une nouvelle étude menée par des chercheurs de l'Université Queen Mary de Londres et publiée dans la revue scientifique « Frontiers in Cardiovascular Medicine » suggère que certains



de ces facteurs de risque de maladie cardiaque sont liés à des changements courants dans la structure et l'apparence du cœur. Les facteurs de risque en cause sont notamment le sexe masculin, le diabète, l'hypertension artérielle, l'hypercholestérolémie et le tabagisme. Ces derniers seraient liés à une apparence plus foncée du muscle cardiaque appelée « myocarde » ainsi qu'à un changement de sa texture. Ce sont les contractions du myocarde qui permettent la circulation du sang au sein de l'organisme. **Une différence notable entre les hommes et les femmes** Pour l'étude, les chercheurs

ont analysé des images d'IRM cardiaque à l'aide d'un nouveau système appelé radiomics, développée en collaboration avec l'Université de Barcelone, pour obtenir des informations très détaillées sur la forme et la texture du cœur. En utilisant leur nouvelle approche, les chercheurs ont étudié les IRM cardiaques de près de 30 000 personnes membres de la UK Biobank, une base de données biomédicale à grande échelle et une ressource de recherches, pour examiner en détail la forme et la structure globales du cœur. Ils ont alors découvert que pour tous les facteurs de risque clés étudiés, le muscle cardiaque était d'apparence

plus foncée et avait une texture plus lisse et moins complexe. Ainsi, l'équipe scientifique affirme avoir constaté que « les hommes avaient un cœur plus gros, le muscle cardiaque apparaissant plus lisse et moins complexe sur le plan de la texture que pour les femmes. » En outre, « le muscle cardiaque des femmes en bonne santé était plus brillant que le cœur des hommes avec une apparence plus complexe de l'architecture musculaire. », ajoute-t-elle. Cette découverte est inédite puisque les méthodes actuelles utilisées pour imaginer le cœur dans les hôpitaux ne sont pas en mesure de refléter pleinement la complexité de sa structure. Avec ce procédé, il a été possible d'examiner sa structure et sa texture de manière beaucoup plus détaillée qu'avec les techniques existantes.

Pour une prise en charge plus précoce des patients

« Nos résultats fournissent de nouvelles informations sur l'impact des facteurs de risque sur le cœur et identifient les différences dans la taille, la structure et l'apparence des cœurs entre les hommes et les femmes en bonne santé. L'étude fait partie de notre programme de recherche plus large visant à améliorer les soins donnés aux patients. », souligne le

Dr Zahra Raisi-Estabragh, auteur principal de l'étude. A termes, les chercheurs espèrent que cette nouvelle approche aura le potentiel de fournir un diagnostic plus rapide et plus précis des maladies cardiaques, pour permettre d'améliorer les estimations du risque futur chez un patient et aussi mieux comprendre les processus sous-jacents à ces maladies. La prochaine étape pour l'équipe scientifique sera de déterminer si les changements observés dans le muscle cardiaque se traduisent réellement par un risque plus élevé d'avoir des problèmes cardiaques importants, tels que des crises cardiaques. « Comme nous avons montré que ces changements sont associés à des facteurs de risque majeurs connus de maladie cardiaque, il est très probable qu'ils représentent des changements néfastes dans le muscle cardiaque. Mais des recherches supplémentaires sont nécessaires pour le confirmer. » conclut le Dr Raisi-Estabragh. A noter que selon l'Assurance maladie, chaque individu peut présenter un ou plusieurs facteurs de risque qui, dans ce cas, ne s'additionnent pas mais se potentialisent : ils s'aggravent l'un l'autre.

Le jeûne intermittent, bénéfique pour la santé des patients en obésité

Une méta-analyse publiée mi-décembre suggère que le jeûne intermittent peut avoir un rôle bénéfique sur la santé globale des patients en surpoids ou en obésité. Le jeûne intermittent consiste à se priver volontairement de nourriture pendant certaines plages horaires. D'après une récente méta-analyse publiée le 17 décembre dans la revue Jama Network, cette pratique pourrait être bénéfique pour la santé des personnes souffrant d'obésité. Pour en arriver à cette conclusion, les chercheurs ont décortiqué et compilé les résultats de 11 synthèses d'essais cliniques randomisés. Objectif ? Déterminer

si le lien entre le jeûne intermittent et les analyses médicales de ceux qui le pratiquent était « assez solide scientifiquement » (source 1). Quels bénéfices pour la santé des patients en surpoids ou en obésité ? Au total, 28 associations statistiquement significatives sur 104 (27 %). « Ces associations, qui impliquaient principalement des adultes en surpoids ou obèses, ont démontré des résultats bénéfiques pour l'indice de masse corporelle, le poids corporel, la masse grasse, le cholestérol à lipoprotéines de basse densité, le cholestérol total, les triglycérides, la glycémie à jeun, l'insuline à jeun,

l'évaluation du modèle homéostatique de la résistance à l'insuline, et la pression artérielle », indique le rapport. Le jeûne intermittent a également été associé à une réduction de la masse maigre. Cette revue suggère que le jeûne intermittent peut avoir un rôle bénéfique dans l'amélioration des résultats anthropométriques et cardiométaboliques, en particulier pour les adultes en surpoids ou obèses, concluent les chercheurs. Et d'ajouter : « des essais supplémentaires avec un suivi à long terme sont nécessaires pour étudier les effets du jeûne intermittent sur d'autres données cliniques tels que les événements cardiovasculaires

et la mortalité ». Prudence, le jeûne intermittent ne doit pas être pratiqué n'importe comment ! Il est susceptible d'engendrer des maux de tête, d'aggraver certaines maladies (cancer, Covid-19, etc)

ou d'entretenir des troubles du comportement alimentaire déjà présents. Pour éviter tout effet secondaire indésirable, il est vivement conseillé de demander l'aide d'un spécialiste.





Comment prendre soin de son corps en hiver ?

Ne laissez pas le froid irriter votre peau. Prenez soin de vous avec un programme adapté à la saison. Gommage, masque, massage... L'heure du cocooning est arrivée.

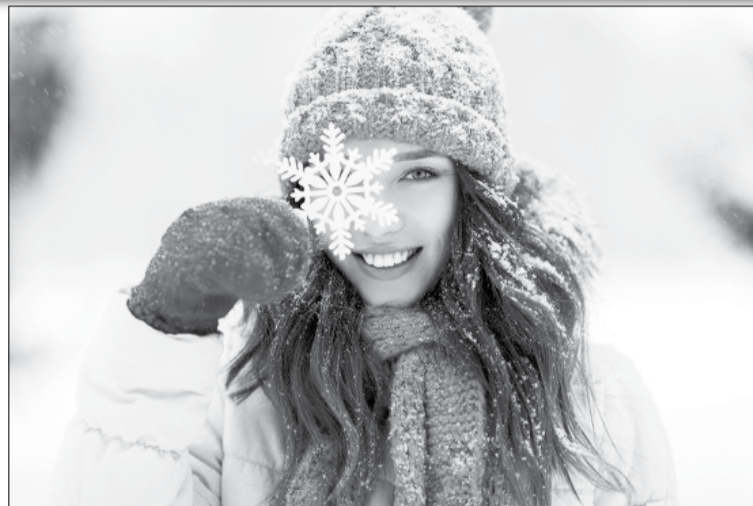
Dans le froid de l'hiver, occupez-vous une pause douceur pour prendre soin de votre corps et de votre esprit. Comment ? En adoptant les bons gestes beauté qui vous feront la peau douce, associés à un programme bien-être qui vous libèrera de toutes vos tensions.

1. Faites un gommage

Pourquoi le gommage est-il un soin du corps essentiel ? Parce que les cellules mortes qui s'accumulent à la surface de votre épiderme l'empêchent de respirer. Résultat : la peau est terne et vous constatez l'apparition de poils incarnés. Pour y remédier, rien de tel que d'exfolier sa peau régulièrement à raison d'une à deux fois par semaine. Plus souvent, cela pourrait abîmer votre peau. Dans le commerce, vous trouverez des exfoliants à gros grains mais aussi des gommages plus doux adaptés aux peaux sensibles. Une petite noisette de gommage dans votre main et vous voilà lancée dans une opération «douceur de ma peau». Éliminez les peaux mortes et autres impuretés à l'aide de votre soin gommant préféré. Le geste doit être circulaire pour plus d'efficacité. N'oubliez pas d'insister sur les zones dites rugueuses, à savoir, les coudes ou encore les genoux particulièrement sensibles à la sécheresse cutanée. Le geste doit être beaucoup plus doux sur le visage, la peau étant beaucoup plus fine et sensible. Faites le plein de recettes de gommage maison pour une peau douce toute l'année.

2. Hydratez votre peau

Une étape incontournable de votre programme douceur : l'hydratation ! Cap sur votre visage mais aussi sur le reste de votre corps. Ce geste est indispensable pour un épiderme chouchouté, pour être bien dans votre peau. Idéalement après la douche, appliquez votre crème préférée généreusement. Lait, beurre ou encore baume, vous luttez



ainsi contre la sécheresse de votre peau, agressée durant l'hiver par le froid mais aussi par le frottement des vêtements.

Pensez à hydrater vos mains plusieurs fois par jour. Elles sont très sensibles à cette époque de l'année. Pour ne pas oublier, glissez une crème riche pour les mains dans votre sac. Idem pour les lèvres. Évitez les gercures en les nourrissant à l'aide d'un stick adapté. Que les coquettes se rassurent. Aujourd'hui, il existe des versions colorées qui n'en sont pas moins hydratantes. En adoptant tous ces petits réflexes, c'est tout votre corps qui vous remerciera !

3. Prenez du temps pour vous

Pensez à prendre du temps pour vous. Réservez-vous une pause beauté consacrée au bien-être et au farniente. L'hiver n'en sera que plus doux. Chaque semaine, prenez au moins une fois le temps de vous prélasser chez vous, seule. Lumière douce, parfum agréable, fabriquez une ambiance plaisante et relaxante. Rêvassiez, bouquinez, prenez du temps pour vous. Loin des contraintes quotidiennes, tout en douceur.

Il existe plusieurs façons de prendre soin de soi. Vous pouvez par exemple vous réserver une petite séance de manucure et de pédicure. Prenez le temps de les réaliser vous-même. Cuticules, limages, ponçage, hydratation... Ne laissez rien au hasard. Sinon, profitez-en aussi pour vous faire un gommage, un masque, ou encore prendre un bon bain chaud avec des bougies et des huiles essentielles. Si vous n'êtes pas douée pour les soins beauté, il vous reste

l'option de l'esthéticienne à domicile. Soins du corps, du visage, épilation, soins des mains, soins des pieds... Nombreuses sont les professionnelles qui se déplacent jusque chez vous pour vous chouchouter. Et si la pause beauté en solitaire ne vous tente, il vous est toujours possible d'organiser un après-midi «pose de vernis» entre copines.

4. Prenez un bon bain

Un petit oreiller au bord de votre baignoire, du bain moussant, quelques gouttes d'huiles essentielles et des bougies... Vous voilà fin prête pour le moment douceur par excellence. Relaxez-vous, passez une fleur de douche sur votre peau pour la laver. Prenez le temps de vous relaxer ! Avant de vous immerger dans ce flot d'eau et de mousse, veillez à ce que l'eau ne soit pas trop chaude. Vous risqueriez une brûlure. Profitez de cette pause beauté privilégiée pour vous gommer la peau ou encore laisser poser votre masque. En effet, les actifs pénétreront mieux grâce à la dilatation des pores provoquée par la chaleur.

Idem pour l'épilation. Si vous possédez un épilateur électrique utilisable sous l'eau, la douleur sera nettement atténuée.

Et pour être sûre de vous relaxer, n'hésitez pas à allumer quelques bougies aux senteurs reconfortantes, à ajouter quelques gouttes d'huiles essentielles à votre bain. Sans oublier une musique apaisante en sourdine.

N'oubliez pas de bien vous hydrater en sortant de l'eau pour garder tous les bienfaits de cette pause bien-être.

5. Faites de la gym



Pour votre corps, les étirements et positions adoptées avec les gymnastiques dites douces sont bénéfiques. Pas d'impact, vous développez votre souplesse et êtes à l'écoute de votre organisme. Faites votre choix parmi toutes les salles de sport et associations ! Yoga, Stretching, Yogalates, Pilates, Body-Balance sont autant de disciplines que vous pouvez essayer pour atteindre le bien-être. Autre pratique douce pour le corps, la natation. A raison de quelques séances par semaine, vous retrouverez une silhouette équilibrée et gagnerez en tonus. L'apaisement est aussi source de relaxation et de bien-être. Jetez-vous à l'eau !

6. Dormez bien

Pas de secret : pour une belle peau et un corps apaisé, il faut dormir ! Vos nuits de sommeil sont importantes, ne les écoutez pas trop. Et accordez-vous même une sieste de temps en temps pour recharger vos batteries.

Au-delà des bénéfices visibles (teint frais, bonne mine), le sommeil agit également sur votre silhouette. Si vous ne dormez pas assez ou que votre sommeil est perturbé, votre ghréline, hormone responsable de la fringale. Mais pas seulement. Elle agit aussi sur le contrôle de la graisse. Alors convaincue ? Pour vous assurer un véritable sommeil réparateur veillez à éviter le café, le thé ou les boissons gazeuses et sucrées avant le coucher. Côté alimentation, votre dîner doit être léger pour ne pas vous coucher avec ventre trop rempli.

7. Rendez-vous en institut de beauté



Une pause douceur, voilà ce qu'il vous faut pour faire du bien à votre corps et votre tête ! Prenez rendez-vous au spa, à l'institut de beauté le plus proche pour un massage, un soin du visage, du corps relaxant ou hydratant... Vous avez certainement l'embarras du choix ! De quoi vous relaxer en profondeur. A quelle fréquence ? C'est selon vos moyens. Vous pouvez obtenir des tarifs préférentiels si vous vous inscrivez pour plusieurs soins. Renseignez-vous auprès de l'établissement choisi. N'hésitez pas, lors de votre soin, à demander des conseils pratiques à mettre en pratique chez vous, au quotidien. Si toutefois vous n'aimez pas les établissements de beauté, vous pouvez aussi vous masser vous-même avec votre soin hydratant ou une huile de massage.

8. Faites de la méditation

Que vous soyez experte ou non en méditation, ici l'important, c'est surtout d'atteindre le bien-être. De la douceur pour l'esprit ! Faites le vide puis amenez des pensées positives dans votre tête... Respirez bien, inspirez et expirez profondément. Votre organisme vous sera gré de ce moment apaisant et doux.

9. Couvrez-vous bien

Arrêtez de maltraiter votre peau avec des pulls en laine désagréables ou des cols roulés qui piquent. Trouvez des textiles doux pour vous vêtir, des pièces qui vous tiendront au chaud sans pour autant vous donner des rougeurs et des démangeaisons. Vous pouvez aussi apporter du soin à votre peau grâce aux vêtements que vous portez.



La toile restaurée «Famine en Algérie» de Gustave Guillaumet retrouve sa place

La toile restaurée «Famine en Algérie» du peintre Gustave Guillaumet (1840-1887) a retrouvée dimanche après-midi, sa place sur la cimaise de la salle principale du musée public national Cirta de Constantine, rouverte après son aménagement.

«Famine en Algérie», est une œuvre picturale qui décrit brillamment la famine qui a sévi en Algérie, à l'époque coloniale, entre 1865 -1868 au cours de laquelle près du tiers de la population algérienne a péri, a précisé à l'APS, Mme Chafika Bouameur Bendali-Hacine, chargée de la collection peinture et sculpture au musée Cirta, relevant que cette œuvre a été exposée en 1954 au musée Cirta (Ex-Gustave Mercier) avant d'être rangée dans la réserve des beaux arts du musée.

Mme Bouameur Bendali-Hacine a ajouté que ce tableau



grand format a été restauré en France entre 2017-2018, dans le cadre la rétrospective consacrée au peintre Gustave Guillaumet, organisée par des musées

français, avant de le récupérer en 2019 et l'exposer au musée Cirta.

Elle a souligné que Gustave Guillaumet était «le témoin

singulier des conséquences dramatiques de la colonisation» et ses œuvres, a-t-elle soutenu illustrent non seulement sa connaissance de l'Algérie de l'époque, ses paysages et ses régions mais aussi «son empathie envers des Algériens qui vivaient sous le joug colonial».

Des œuvres uniques dont «Bains et piscines dans les gorges du Rhumel» et «les gorges du Rhumel» du peintre Gustave Auguste Debat (1861-1940), «Femme devant la mer» de Henri Dabadie (1867-1949) et «Banc de terre neuve à New York» de Paul Jobert (1863-1942) ainsi que des mosaïques de différentes tailles, «Le triomphe de Vénus», «Le retour de la chasse», «L'Aigle de jupiter», entre autres sont exposées à la salle principale du musée public national Cirta.

Le musée national Cirta, considéré comme le deuxième

plus grand en Afrique, après le musée égyptien, constitue la mémoire de la région du fait qu'il représente le passé de la région Est du pays, de la préhistoire à celle coloniale en passant par les périodes numide, romaine, hafside et ottomane, entre autres.

Près de 17.000 pièces archéologiques, acquises grâce à des fouilles ou des découvertes fortuites, représentant des périodes de la préhistoire à la période coloniale, sont actuellement exposées au musée Cirta qui dispose aussi d'autres réserves non exposées.

Le musée public Cirta de Constantine renferme également une collection de tableaux d'art et sculptures, réalisés entre le XVIIe et le XXe siècle, signés par les peintres Nasreddine Dinet, M'hamed Issiakhem et Amar Allalouche, entre autres.

13e Fibda:

Clôture du festival après cinq jours d'activités

Le 13e Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda) a pris fin dimanche à l'Office Riadh el Feth (Alger) après cinq jours d'activités diverses et d'animations auxquelles a assisté un public nombreux, astreint au respect du protocole sanitaire lié à la pandémie de Covid-19.

Au dernier jour de cette édition, qui intervient après deux années d'absence en raison de la pandémie, les visiteurs ont continué à affluer, alors que les Cosplayers, vêtus de costumes de leurs personnages de fiction préférés, continuaient à défiler devant un public d'adeptes.

Le nouveau commissaire du Fibda a rappelé que cette édition, tenue dans des conditions sanitaires «particulières», a marqué le retour au 9e art après une absence de deux ans, l'édition 2020 étant annulée en raison du coronavirus.

Salim Brahimi a indiqué que l'organisation du 13e Fibda n'était pas une «tâche facile» en raison des difficultés liées aux déplacements des invités étrangers faute de billetterie.

«Beaucoup de participants invités du 13e Fibda n'ont pas



pu faire le déplacement à Alger à cause de l'indisponibilité de la billetterie, conséquence directe de la pandémie de Covid-19», a souligné le commissaire.

Il a par ailleurs, évoqué des «difficultés» d'ordre financier, liées notamment aux dettes non

encore réglées des précédentes éditions de cet événement placé sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, précisant qu'une «partie importante de ce passif a été réglée».

A la question de savoir si l'accès payant (500 DA par personne) a



impacté l'affluence du public, le commissaire du Fibda a jugé que les adeptes de la BD, du manga japonais et du comics américain était au rendez-vous, soulignant que le 9e art a toujours son public en Algérie. Il a relevé, à ce propos, que cette édition, a attiré un public de différentes catégories d'âge (enfants et adultes), qui a montré, selon lui, un intérêt «avéré» à toutes les activités de cet unique rendez-vous exclusivement dédié à la BD en Algérie.

Le 13e Fibda a regroupé des artistes et créateurs de bande dessinée de plusieurs pays comme le Japon, les Etats-Unis

et la Tunisie, invitée d'honneur de cette édition.

Parallèlement à l'exposition, des conférences sur la bande dessinée algérienne et le manga japonais et des ateliers d'initiation à la BD pour les enfants et au dessin (digital) rapide ont été au programme de cette édition, animée également par des défilés de Cosplay et un espaces gaming très prisé.

Ouvert mercredi, le 13e Fibda a également rendu hommage au bédéiste disparu, Mohamed Aram, auteur de la première série de BD algérienne, et Said Zaânoun, autre pionnier du 9e art et doyen des dessinateurs algériens.



Musique

Le maloya, par et pour les femmes

De plus en plus de musiciennes réunionnaises prennent le micro pour s'affirmer et parler de la condition féminine, notamment des violences conjugales, très élevées sur l'île.

« Je balance et dis haut et fort ce que je pense, notamment de la place de la femme dans notre société certes matrifocale mais ô combien machiste, de la place de la femme dans l'industrie musicale trustée dans mon île par quelques réseaux bien concentriques et égocentrés. » Dans le texte de présentation de son concert au Point Ephémère dans le cadre du festival « Les Femmes s'en mêlent », fin octobre à Paris, Maya Kamaty ne mâche pas ses mots. Et sur scène, l'artiste de 36 ans, vêtue d'une veste dorée sur un haut à demi-transparent, rappelle, s'il en était encore besoin, que cette tenue n'est en aucun cas une invitation à quoi que ce soit.

Celle qui enchaîne avec un grand naturel hip-hop, électropop sous influences indiennes et chanson nourrie au maloya est l'une des artistes les plus en vue de la Réunion. Fille de Gilbert Pounia, leader du groupe Ziskakan qui, dans les années 1980, contribua au « revivalisme » de cette musique héritée de l'esclavage, Maya Kamaty ne compte pas se laisser enfermer dans une case. « Ce n'est parce que je viens de la Réunion que je fais du maloya, même s'il y en a dans ma musique car c'est mon sang, mes racines. On est déjà sur une île, on ne va pas aussi s'enfermer dans la musique », dit-elle quand nous la retrouvons sur le site du Sakifo Musik Festival, dimanche 12 décembre à Saint-Pierre (sud), alors qu'elle s'apprête à présenter sur scène son prochain EP, Sovaz.

Après les albums Santié Papang (2014) et Pandiyé (2019), ce nouveau projet est celui d'une femme qui a été « confrontée à des remarques, des critiques, des questionnements », mais qui a « grandi » et n'a « plus peur », explique-t-elle : « Quand j'ai commencé, je ne me suis pas posé la question d'être une femme, qui plus est racisée. Pour moi, la musique c'était un grand monde fabuleux, le pays



des Bisounours, même si mon père m'avait mise en garde contre certains travers. On a des papillons dans le ventre quand on commence, puis on est confronté à des comportements qui font qu'on se repositionne, comme ce programmeur qui vous regarde et vous dit : « Ah si j'avais dix ans de moins... » C'est un peu de tout ça dont je parle dans Sovaz. »

En témoigne le premier single, Alibi, dans lequel Maya Kamaty appelle à se libérer des relations toxiques et à ne pas se conformer à ce que les autres attendent de vous. « A trop chercher leur approbation, tu te perds. Soit tu pètes un plomb, soit tu te libères. Pour cet EP, j'ai voulu plus de spontanéité, de lâcher-prise, un langage cru et brut. Je ne suis pas là pour faire "sois belle et tais-toi" », conclut celle dont le QG familial du Zinzin, un restaurant-cabaret situé à Grand-Bois, donne sur le « Sud sauvage », une région réputée pour ses coulées de lave qui fendent le paysage du piton de la Fournaise jusqu'à l'océan Indien... mais aussi pour la beauté de ses femmes, bien représentées parmi les lauréates du concours Miss Réunion.

« Surtout pas du roulèr, car les jambes sont écartées »

Le sont-elles aussi dans la musique ? Si, comme l'écrit le chercheur Carpanin Marimoutou dans L'Univers du maloya : histoire, ethnographie, littérature (co-écrit avec Guillaume Samson et Benjamin Lagarde, 2008, épuisé), « la mère est le symbole et la

gardienne de la mémoire, de la filiation, de la transmission », le rôle des femmes dans les groupes traditionnels a longtemps été cantonné à celui de choristes ou de danseuses. Elles pouvaient éventuellement jouer du triangle ou du kayamb, mais « surtout pas du roulèr », ce gros tambour sur lequel on s'assoit, « car les jambes sont écartées », observe Maya Kamaty.

« Quand le maloya était interdit [dans les années 1960 et au début des années 1970, du fait de sa proximité avec le Parti communiste réunionnais], c'était vraiment une musique réservée aux hommes, car ça se jouait en cachette », confirme Nadège Nagès, chargée de production au Pôle régional des musiques actuelles (PRMA) : « Les femmes sont arrivées plus tard, avec des choses très fortes à revendiquer, sur la condition féminine mais pas seulement. » Et de citer Françoise Guimbert, dont le premier 45-tours est sorti dès 1978, puis, bien plus tard, Nathalie Natiembé et Christine Salem.

Cette dernière a commencé le maloya dans les années 1990. « Adolescente, j'étais un vrai garçon manqué. J'ai fait partie d'une équipe de foot pendant dix ans. J'étais tellement rebelle, je me suis imposée », confie-t-elle en se rallumant une cigarette. Née en 1971 dans une famille de sportifs et de comptables du quartier populaire des Camélias, à Saint-Denis (nord), elle a découvert le maloya à l'âge de 8 ans, dans la rue. « On traînait



en bas de l'immeuble, on se rassemblait, on organisait des bœufs... A l'époque, hormis Françoise Guimbert, il n'y avait pas de femmes qui chantaient du maloya en tant que leader. Mais si je m'y suis mise, c'est surtout parce que j'en avais assez d'entendre des gens, notamment des politiques, dire que ce n'était pas de la musique, que ce n'était pas exportable. » Depuis, Christine Salem a prouvé le contraire, jouant son blues-maloya sur les scènes de nombreux pays.

Dans son septième album, Mersi, paru en janvier 2021, elle consacre une magnifique chanson, Tynbo, aux violences conjugales. « Tu l'appelles ma chérie / Elle embellit et bénit ta vie / A l'heure où tu ne la comprends plus / Tu lui arraches sa vie », chante-t-elle de sa voix grave, presque masculine. Pour celle qui a travaillé dans l'accompagnement social de jeunes adultes avant de se consacrer pleinement à la musique, ces violences sont le fruit de l'éducation. « A la Réunion, quand on élève un garçon, on le surnomme "mon petit coq", note-t-elle. Ça fait référence aux combats de coqs, ils n'ont pas le droit de pleurer, de montrer leurs émotions. Donc ça finit par sortir d'une autre manière, à travers les gestes. »

Trois fois plus de violences conjugales qu'en métropole Selon une enquête réalisée par l'Institut national d'études démographiques (INED) en 2018, 15 % des femmes vivant en couple se déclarent victimes de violences conjugales à la Réunion, soit trois fois plus qu'en France métropolitaine. Des chiffres qui ont également interpellé le duo Bonbon Vodou, formé

par la percussionniste Oriane Lacaille et le guitariste Jérémie Boucris alias « JereM », tous deux basés dans l'Hexagone. Dans leur deuxième album, Cimetière créole, paru en septembre, ils abordent ce thème sur le morceau De colère, dont le clip a été « marrainé » par l'association Figures de femmes totem d'outre-mer. « De furie il a commis l'homme / L'acte de peu de fierté, menaçant / Violent, celle qu'il nomme sa moitié », chantent-ils dans leur poésie douce et bousculée, teintée, comme il se doit, de maloya.

Si Jérémie Boucris a des origines tunisiennes – auxquelles il rend hommage à travers l'utilisation d'un saz bricolé à partir d'un petit bidon d'huile –, Oriane Lacaille est, elle, la fille de René Lacaille, musicien réunionnais qui forma avec Alain Péters et d'autres le célèbre groupe des Caméléons, dans les années 1970, et qu'elle a accompagné en tournée dès l'âge de 13 ans. Sur le plan musical, elle se souvient : « Enfant, je constatais qu'il y avait peu de femmes dans les groupes qui venaient de la Réunion, alors quand certaines jouaient des percussions, ça m'attirait beaucoup. Dans la génération de mon père, les femmes ne faisaient pas de musique. Mes oncles jouaient dans des bals, mes tantes restaient à la maison. Ça va beaucoup mieux aujourd'hui, ça bouge, mais c'est vrai que les femmes restent trop rares sur scène. » Au Sakifo Musik Festival, cette année, elles représentaient environ un tiers des artistes programmés.

Arnaque :

Des escrocs se font passer pour Keanu Reeves et extorquent de l'argent à des fans

Le procédé n'est pas nouveau, mais il continue de faire des victimes. Des arnaqueurs se font passer pour des célébrités, afin de soutirer de l'argent à des fans. Certains usurpent l'identité de Keanu Reeves, actuellement à l'affiche de Matrix Resurrections, rapporte Los Angeles Times, relayé par Presse-Citron.

Plusieurs victimes ont été recensées à travers le monde. Avec toujours le même mode opératoire. Un faux compte contacte les fans par e-mail ou message privé sur les réseaux sociaux ou sites de rencontres. Une intimité est alors instaurée avec la victime, pour l'ama-douer.

Des victimes choisies
Et ces victimes sont bien choi-

sies. Il s'agit généralement de femmes âgées, seules et n'ayant ni l'habitude des réseaux sociaux, ni d'Internet. Plusieurs semaines ou mois de séduction sont ensuite nécessaires, pour créer un attachement.

Le premier cas a été recensé au Canada en 2017, où une femme avait assuré s'être fait voler près de 3.000 dollars par un faux Keanu Reeves. Le faux acteur avait prétendu être en Turquie pour un tournage et fait croire que ses comptes avaient été bloqués par le gouvernement.

Elle se fait volontairement approcher

Dernièrement, une Américaine vivant dans l'Arkansas aurait même voulu déménager à Los Angeles pour se rapprocher de

l'acteur, et aurait mis sa maison en vente. Une proche de cette victime a tenté d'en savoir plus sur cette arnaque. Elle a créé un faux compte Instagram en se faisant passer pour une femme âgée élégante. Elle s'est ensuite abonnée à plusieurs comptes fans de l'acteur. Elle assure avoir été contactée par cinq faux Keanu Reeves. Il lui a rapidement été demandé de payer 2.000 dollars en bitcoins pour rencontrer l'acteur.

Ce choix de Keanu Reeves pourrait s'expliquer par le fait que l'acteur est adulé par de nombreuses personnes. Plusieurs qualités lui sont reconnues, notamment son désintérêt pour le devant de la scène, ce qui le rend encore plus populaire.



Kate Winslet a pleuré en retrouvant Leonardo DiCaprio après les confinements

Kate Winslet a eu bien du mal à contenir ses émotions quand elle a enfin retrouvé Leonardo DiCaprio au moment où les frontières, fermées à cause de la pandémie, ont finalement été rouvertes. Trois ans que les deux stars de Titanic ne s'étaient pas vues alors même qu'ils sont restés très proches depuis le tournage du film de 1997.

« Je ne pouvais pas m'arrêter de pleurer. Je le connais depuis la moitié de ma vie ! Ce n'est pas comme si je m'étais retrouvée

à New York ou lui à Londres et qu'il y avait moyen de prendre un café ou de dîner ensemble », a expliqué au Guardian l'actrice qui vit au Royaume-Uni.

Un tournage difficile

« On ne pouvait pas quitter nos pays respectifs. Comme de nombreux amis vivant de par le monde, on se manquait à cause du Covid. C'est un ami, un ami très proche. On est liés pour la vie », a continué Kate Winslet. L'occasion également pour la comédienne de se remémorer

leur rencontre, et plus précisément les conditions plutôt difficiles qu'elle et Leonardo DiCaprio avaient subi sur le tournage de Titanic. Enfin, surtout elle à l'en croire ! « Ça n'a pas été plaisant pour tout le monde, mais on était tous dans le même bateau. Même s'il [DiCaprio] avait beaucoup plus de jours libres que j'en ai eus. J'imagine que mon éducation m'a appris à être reconnaissante et que c'est pour cela que je l'ai accepté », a-t-elle plaisanté.



Jean-Marc Vallée, réalisateur de « C.R.A.Z.Y. » et « Big Little Lies », est mort à 58 ans



Une mort soudaine. A 58 ans. Le réalisateur canadien Jean-Marc Vallée, connu pour les films C.R.A.Z.Y., Dallas Buyers Club, Wild, ou les séries Big Little Lies et Sharp Objects, est décédé dans la nuit du 25 décembre dans une résidence près de Québec. L'information, d'abord révélée par des médias américains, a été confirmée par son fils Emile à Radio Canada. S'il a débuté sa carrière de cinéaste dans les années 1990, c'est surtout avec C.R.A.Z.Y. en 2005 qu'il se fait connaître, et est même nommé à l'Oscar du meilleur film étranger.

A la conquête de Hollywood et de la télévision

Il enchaîne avec plusieurs films hollywoodiens : Victoria, les jeunes années d'une reine avec Keira Knightley, Wild avec Reese Witherspoon, Demolition avec Jake Gyllenhaal, et surtout Dallas Buyers Club en 2013, nommé six fois aux Oscars et récompensé pour les interprétations de Matthew McConaughey et Jared Leto. Ces dernières années, Jean-Marc Vallée était passé du grand au petit écran, aux séries prestigieuses et féminines, avec Big Little Lies puis Sharp Objects



pour HBO. Il venait d'ailleurs de signer un deal avec la chaîne pour produire de nouvelles séries, et travaillait sur un film sur John Lennon et Yoko Ono pour Universal.

43^{ÈME} ANNIVERSAIRE DU DÉCÈS DU PRÉSIDENT HOUARI BOUMÉDIÈNE: Un programme spécial en préparation

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laid Rebiga a annoncé, dimanche à Alger, l'élaboration d'un programme spécial pour commémorer le 43^{ème} anniversaire du décès du Président Houari Boumediène.

S'exprimant en marge de la 9^e Conférence de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), le ministre a précisé, dans une déclaration à la presse, que «sur ordre des hautes autorités, un programme spécial est en



cours d'élaboration pour commémorer l'anniversaire du décès du président Houari Boumediène.

«Le Président Boumediène

est un des symboles de l'Etat algérien», a-t-il soutenu, indiquant que «le programme spécial en question ravivera son image chez les Algériens».



Quant aux films commémorant les héros de la guerre de Novembre, il a rappelé que le programme du Gouvernement prévoyait

la réalisation d'œuvres cinématographiques et l'organisation de manifestations.

Afin d'y parvenir, «un mécanisme a été proposé pour le suivi de ces programmes, inclus dans le plan d'action du Gouvernement».

A noter que le ministre est intervenu, plus tôt dans la journée, aux travaux de la 9^e Conférence de l'UNPA, louant le rôle prépondérant qu'ont joué les paysans lors de la Glorieuse révolution.

LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA :

La préservation de la sécurité nationale incombe à tous, particulièrement l'élite

Le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a affirmé mercredi à Alger que l'adhésion aux efforts de préservation de la sécurité nationale est une responsabilité qui incombe à «tous les Algériens», particulièrement à «l'élite» nationale dans les différents domaines, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Je ne manquerai pas, en cette occasion, de vous rappeler une question des plus importantes qui pourrait être omise par certains, à savoir que souscrire au devoir de la sauvegarde de la sécurité nationale est une mission qui n'est pas réservée à des institutions spécifiques de l'Etat, mais relève de la responsabilité de tous les Algériens qui doivent être parfaitement conscients de toutes ces données objectives», a souligné le Général de Corps d'Armée, en présidant l'ouverture d'un séminaire sur «les nouvelles menaces au Sahel africain et leurs retombées sur la sécurité nationale de l'Algérie».

«Il est certain que la part de responsabilité des élites nationales, administratives, académiques et médiatiques, est plus grande que celle qui



incombe aux autres. Ainsi, il est du devoir de cette élite d'accomplir parfaitement son rôle, chacun dans son lieu d'exercice et dans la limite de ses prérogatives», a-t-il ajouté lors de ce séminaire organisé au Cercle national de l'Armée à Béni-Messous par l'Institut des études supérieures en sécurité nationale, dans l'objectif d'apporter une «vision prospective sur la nature des mutations qui marquent la région du Sahel africain et sur les moyens permettant de prémunir notre pays de leurs retombées».

Le Général de Corps d'Armée a salué en cette occasion les «efforts colossaux» consentis par les personnels de l'ANP

mobilisés le long des frontières nationales.

«Je ne manquerai pas également de saisir cette opportunité pour saluer les efforts colossaux consentis par les personnels de l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale, mobilisés tout au long de nos vastes frontières, conscients de la responsabilité dont ils ont la charge, pour défendre la souveraineté de la Patrie et son unité populaire et territoriale, et préserver la dignité de la Nation algérienne dont ils sont fiers d'appartenir», a-t-il indiqué.

Saïd Chanegriha a ensuite mis en exergue que toutes les tentatives de porter atteinte à la

cohésion nationale ont essuyé un échec et «se sont retournées contre leurs instigateurs», ajoutant que «la force de cette cohésion nationale est le plus grand affront à ceux qui rêvent de nuire à l'unité nationale».

«Cette appartenance est devenue la cible de toutes ces tentatives de remise en doute et de dénigrement de la part de parties hostiles qui se hasardent vainement à renier la cohésion nationale entre Algériens, en tant que Nation unie dont les racines remontent loin dans l'histoire», a-t-il mis en garde.

«Ce ne sont que des tentatives désespérées et avortées qui se sont retournées contre leurs instigateurs, car elles n'ont

fait qu'affermir la cohésion entre les Algériens qui sont conscients des véritables ennemis de la nation. Des ennemis qui usent de propagande médiatique et intellectuelle comme moyen pour atteindre leurs objectifs sournois. Cette forte cohésion entre les composantes d'une même nation lors des épreuves et des crises est un grand affront destiné à ceux qui rêvent de nuire à l'unité nationale», a-t-il soutenu.

A l'issue, le Chef d'Etat-major de l'ANP a annoncé l'ouverture officielle de ce séminaire dont les travaux se sont poursuivis par l'animation de plusieurs conférences axées dans leur ensemble sur «les dernières évolutions de la situation prévalant dans la région du Sahel africain, les grands dangers pouvant être engendrés par la prolongation de l'état d'instabilité sécuritaire et leurs dimensions géostratégiques néfastes sur la région, la prospective des débouchées probables des conflits multiformes, ainsi que les moyens d'y faire face dans le cadre des procédés légaux et réglementaires à même de garantir l'intérêt suprême des populations de la région», précise le communiqué.